



SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour :

Pages

Débat général (suite) :

Discours de M. Bimazubute (Burundi)	401
Discours de M. Molina Orantes (Guatemala)	405
Discours de M. Mogwe (Botswana)	409
Discours de Mme Makeba (Guinée)	413
Discours de M. Facio (Costa Rica)	417
Discours de M. Franck (République centrafricaine)	422
Discours de M. Nkhoma (Malawi)	428

Président : M. Gaston THORN
(Luxembourg).

*En l'absence du Président, M. Al-Saffar (Bahreïn),
vice-président, prend la présidence.*

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. BIMAZUBUTE (Burundi) : C'était par acquit de conscience — et j'espère ne pas me tromper de temps — et pour, en quelque sorte, justifier le déplacement à New York que, les années passées, les représentants des pays aux dimensions des nôtres, prenaient et reprenaient inlassablement la parole à chaque session, pour rappeler, sinon au monde — qui croit pouvoir se passer de leurs avis — du moins aux hommes de bonne volonté épris de paix, l'intérêt qu'ils portent, eux aussi et peut-être eux surtout, au règlement et à l'ordonnance harmonieuse de la marche des affaires de notre planète.

2. Depuis quelque temps heureusement, si tout n'est pas changé, bien des choses se transforment. Ainsi ni la puissance militaire ni l'immensité géographique ne sont plus les signes ou les synonymes de la sagesse et de la raison.

3. C'est sans doute à cette évolution positive des mentalités que nous devons la joie et le plaisir de féliciter le Premier Ministre du Luxembourg pour sa brillante élection à la présidence de la trentième session de l'Assemblée générale. Les brillantes qualités intellectuelles et morales et la haute compétence qui font de lui un homme d'Etat remarquable, au Luxembourg et en Europe, pays et continent avec lesquels le Burundi entretient les excellentes relations qu'il sait et que vous savez, nous sont garantes des succès qu'enregistrera notre assemblée sous sa courtoisie et ferme direction.

4. Je voudrais également, au nom de mon pays et de ma délégation, rendre un hommage mérité au prédécesseur de M. Thorn, M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de la République algérienne

démocratique et populaire, qui vient de mener à bon port les travaux de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et de clore en beauté la vingt-neuvième session ordinaire. Notre organisation gardera longtemps en mémoire les victoires décisives auxquelles elle a abouti, grâce à la détermination de ce digne fils de l'Afrique.

5. Je faillirais à ma mission si je ne m'acquittais immédiatement de l'agréable devoir de transmettre au Secrétaire général les sincères salutations que le chef de l'Etat burundais, le lieutenant-général Micombero, lui adresse, au nom du peuple burundais regroupé au sein du parti de l'unité pour le progrès national, au nom de son gouvernement et en son nom propre, en même temps qu'il le félicite, ainsi que tous ses collaborateurs visibles et invisibles, connus et inconnus, pour les efforts inlassables qu'ils ne cessent de déployer pour la recherche et le service de la paix et de la sécurité dans le monde.

6. Le 16 septembre 1975, trois nouveaux Etats faisaient leur entrée solennelle dans la grande famille des Nations Unies, portant ainsi à 141 le nombre des Etats Membres. Ma délégation se réjouit de voir siéger, en tant que nations libres et indépendantes les nouveaux Etats africains du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe. Les efforts consentis par les combattants de la liberté dans ces pays ont porté, à la grande satisfaction des peuples qui les ont soutenus dans leur longue lutte de libération pour l'autodétermination et l'indépendance, les fruits que nous étions en droit d'attendre d'eux. Que nos frères et sœurs de ces pays veuillent bien accepter nos sincères félicitations et nos souhaits de bienvenue parmi nous. Nous sommes convaincus, du reste, que leur expérience sera grandement profitable à l'Organisation mondiale.

7. Nous célébrerons, ce 24 octobre 1975, le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci vient ainsi d'entrer dans une phase nouvelle et décisive de son évolution. Finis l'irréflexion de l'enfance et l'égoïsme irrationnel de la jeune adolescence qui doivent faire place à la responsabilité de l'âge mûr où pénètre notre organisation.

8. La fin de la troisième décennie des Nations Unies coïncide avec la fin de l'ère de la puissance aveugle, de la domination, du colonialisme et de l'impérialisme les plus éhontés, de l'ère où l'exploitation et le pillage du monde par les plus forts étaient organisés tambour battant, au nom soit de la liberté et du socialisme, ou tout simplement de la démocratie. Cette ère qui s'achève a vu la lente maturité et le laborieux enfantement du troisième monde, appelé à occuper la place à laquelle lui donnent droit les deux tiers de l'humanité qu'il héberge sur son sol et les immenses ressources qu'il renferme dans son sous-sol et sur lesquelles il entend exercer dorénavant une complète souveraineté.

9. Telle est, selon nous, la base politique de cet ordre économique mondial nouveau dont, à diverses reprises et à des niveaux aussi divers, le tiers monde ne cesse de réclamer l'établissement.

10. On a voulu découvrir de l'agressivité dans ce qui n'est que de la logique, simplement parce que celle-ci bouscule des habitudes, notamment celle de voir et d'accepter comme normal que le tiers monde remercie l'Europe ou l'Amérique du Nord de lui céder une part infime du bénéfice qu'elles retirent de l'exploitation de ses matières premières.

11. Cette agressivité a été encore décelée dans la déclaration solennelle sur la politique générale, adoptée à l'unanimité par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine [OUA] à sa dixième session ordinaire, sans doute parce que les pays africains ont décidé de rester unis et de renforcer leur vigilance face aux manœuvres de l'impérialisme.

12. On l'a de même retrouvée, cette agressivité, dans les conclusions de la quatrième Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Lima du 25 au 30 août, qui a proclamé solennellement le rejet de toute forme de subordination ou de dépendance et de toute ingérence ou pression, qu'elles soient politiques, économiques ou militaires. Il est vrai que la déclaration économique, adoptée à cette conférence, a accusé l'impérialisme d'avoir monopolisé les affaires économiques internationales par des moyens monétaires, tarifaires et commerciaux.

13. Il serait fastidieux d'énumérer les occasions où les pauvres ont été accusés d'agressivité parce qu'ils osaient réclamer, sans timidité, leurs droits depuis si longtemps spoliés.

14. Rappelons seulement que l'année dernière, à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, on a tenté de mettre en œuvre des mécanismes susceptibles de rendre à jamais révolue l'ère des relations inégales entre les nations. Nous avons alors élaboré la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)], ordre fondé sur la justice, et grâce auquel la coopération entre tous les Etats comblerait à brefs délais — tel est du moins notre espoir — le gouffre immense qui sépare les pays développés et les pays en développement.

15. Faisant justement écho, le 12 décembre 1974, l'Assemblée générale a adopté la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX)]. Rappelons que 120 pays ont voté en faveur de cette résolution et que 6 seulement ont voté contre. Il n'est pas inutile de rappeler également que, dans le préambule de cette résolution, l'Assemblée générale a souligné le fait que la Charte constituera un instrument efficace pour l'établissement d'un nouveau système de relations économiques internationales basé sur l'équité, l'égalité souveraine et l'interdépendance des intérêts des pays développés et de ceux en développement.

16. Qu'il me suffise d'évoquer brièvement la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières qui, en février dernier, à Dakar, a mis en lumière les problèmes spéciaux qui se posent à nos pays dans ce domaine, et de rappeler de même la Conférence de Lima qui a été, pour les pays non

alignés, une excellente réunion préparatoire pour la septième session extraordinaire et pour la présente session.

17. Quoique très encourageants et même si, par certains aspects, ils ont constitué des surprises très agréables, les résultats de la septième session extraordinaire nous ont laissés sur notre faim. Nous avions espéré que cette session prendrait des mesures concrètes destinées à combler rapidement, sinon immédiatement, le fossé malheureusement encore bien grand, qui sépare nos justes revendications de la substance de la résolution adoptée à la septième session extraordinaire [résolution 3362 (S-VII)].

18. Certes, les bases injustes du système économique actuel sont en train de craquer sous la juste et constante poussée des pays sous-développés, relayée à l'occasion, et comme écho, par une Europe décidée à faire d'anciens sujets des amis et des partenaires égaux.

19. Cependant, la juste et équitable répartition du bien-être semble devoir encore se faire attendre, dans la mesure où certains privilégiés du système considèrent encore le partage et l'égalité comme des catastrophes dont il conviendrait de se garantir soigneusement à tout prix.

20. Ma délégation voudrait suggérer aux puissances qui soutiennent encore la situation absurde du vieil ordre économique, de considérer le grand intérêt qu'elles ont à devancer l'événement en favorisant l'éclosion, au demeurant inévitable, d'une ère nouvelle dans les relations économiques internationales. Ce faisant, ma délégation n'ignore pas ni ne minimise les rapprochements qui ont été constatés lors de la septième session extraordinaire. Elle voudrait seulement, tout en se réjouissant que tous les Etats aient opté pour la concertation et rejeté la confrontation, espérer, sans excès d'optimisme, que le temps des récriminations et des menaces est définitivement passé.

21. La confrontation d'hier constituait objectivement un frein puissant à la réalisation de programmes de développement, dont beaucoup souhaitent qu'ils deviennent l'activité essentielle des Nations Unies — à côté, bien entendu, de leur rôle majeur d'instrument pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

22. Ma délégation et mon pays souhaitent ardemment que la concertation permette dès maintenant à l'Organisation d'opérer en son sein les métamorphoses nécessaires pour qu'elle devienne l'instrument idéal de développement et le régulateur privilégié de la coopération.

23. Mon pays, par son étendue, se trouve être parmi les plus petits du monde; il est coïncé à l'intérieur du continent africain, où la densité de sa population (130 habitants au km²) et sa démographie galopante (2,3 p. 100 d'accroissement par an) lui compliquent singulièrement sa situation actuelle parmi les 25 pays les plus démunis de la planète; il apprécie à sa juste et grande valeur le programme de développement entrepris au Burundi dans divers domaines par les Nations Unies et ses institutions spécialisées.

24. Le Président de la République du Burundi, le lieutenant-général Micombero, ne manque aucune

occasion d'adresser ses remerciements et l'expression de sa satisfaction au Secrétaire général, ainsi qu'aux directeurs généraux et autres responsables des organismes spécialisés des Nations Unies, à qui il a cependant toujours affirmé — ce que j'ai le devoir de rappeler ici — que ni cette situation, actuellement défavorable, ni l'ampleur d'un programme de coopération, ne peuvent ni ne pourront jamais justifier l'entraînement de notre pays dans aucune compromission.

25. Dès lors que l'intérêt de notre peuple ne lèse pas celui des autres, il est le seul à guider nos choix et à orienter nos préférences.

26. C'est dans cet esprit que nous aborderons la prochaine phase de notre déjà fructueuse coopération. Nous estimons, en particulier, que tout doit être mis en œuvre pour que soit pleinement efficace l'action de développement intégré qui devrait être renforcée dans le cadre de nouvelles dispositions plus favorables aux pays les plus pauvres. C'est à ce titre que nous aimerions attirer l'attention de tous sur deux aspects humains de la coopération, dont le traitement inadéquat est à la base de nombreux échecs et de bien fâcheux malentendus.

27. Le premier aspect, contrairement à la pratique courante de certaines organisations, c'est que les experts devraient être affectés auprès des autorités nationales comme collaborateurs, et non comme juges des efforts menés, même à tâtons, par les gouvernements d'Etats dont nous ne nous lasserons jamais de rappeler qu'ils sont souverains.

28. Le deuxième aspect, c'est que l'action réaliste des experts du terrain ne devrait jamais être ni négligée, ni systématiquement contestée, ni surtout combattue sans raison sérieuse par des fonctionnaires du Siège ou parfois par des intérêts incompatibles avec ceux des Etats propriétaires et premiers responsables de ces projets. Ma délégation précisera, le moment venu, les situations pratiques auxquelles elle a cru devoir faire allusion ici.

29. La septième session extraordinaire a mis un accent particulier sur les mesures spéciales à envisager pour soulager, sinon satisfaire, tous les besoins des pays sans littoral. Il a été ainsi établi que ces pays, surtout lorsqu'ils ont l'autre triste privilège d'être parmi les plus pauvres des moins riches, ne peuvent guère progresser dans leur développement, à moins de bénéficier de mesures spéciales en leur faveur. Il me paraît superflu de rappeler notre proposition constante pour que soit garanti aux pays sans littoral, le libre accès à la mer. Ma délégation voudrait se contenter ici d'exprimer sa gratitude au Secrétaire général qui a bien voulu proposer la création d'un fonds spécial pour financer les dépenses de transport supplémentaires que doivent consentir les pays en développement sans accès à la mer.

30. Notre position centrale sur la colonne dorsale de l'Afrique, où nous avons aujourd'hui le bonheur de n'être entourés que par des frères et des amis, nous a convaincus que toute mesure de sauvegarde serait aléatoire et que le nouvel ordre économique serait trompeur, s'ils ne sont pas basés sur une coopération complète et une compréhension totale entre pays voisins formant des noyaux autour et à partir desquels seront construits de plus vastes ensembles.

31. Tel est le point de vue de mon gouvernement, exprimé en ces termes par le lieutenant-général Micombero, président de la République du Burundi, que je me permets de citer :

“Mon pays est convaincu que l'instauration de ce nouvel ordre économique international sera d'autant plus rapidement réalisée que les victimes des injustices de l'ordre actuel auront une conscience plus totale de sa nécessité et mettront en œuvre tous les moyens susceptibles d'en accélérer l'établissement. Nous comptons quant à nous, parmi ces moyens, la mise sur pied, dans les meilleurs délais, d'un programme concret, de mécanismes adéquats et d'instruments pratiques de la coopération entre tous les parents pauvres de l'ordre économique actuel, en commençant par ceux dont les intérêts sont naturellement liés.”

C'est pourquoi nous sommes heureux, pour notre part, d'avoir lancé avec les Républiques sœurs du Zaïre et du Rwanda, l'idée et le projet d'une communauté économique des pays des grands lacs, qui fonctionnera bientôt et à laquelle adhéreront, nous l'espérons vivement, nos amis, riverains comme nous, des mêmes grands lacs africains.

32. La délégation de mon pays à la septième session extraordinaire a indiqué par ailleurs l'intérêt que nous portons à la réalisation de diverses voies de communication qui relieraient le Burundi à ses autres partenaires naturels de l'Afrique de l'Est.

33. Au-delà de ce programme de coopération que nous appellerions local, auquel nous sommes quant à nous très attachés, mon pays est un partisan farouche de la nécessité d'une coopération interafricaine qui, si elle est aussi complète que possible, pourra être la seule, à notre avis, à permettre à notre continent de se présenter en partenaire sérieux et crédible autour des nombreuses négociations où sa présence est d'ores et déjà plus que sollicitée.

34. Qu'il s'agisse par exemple de la coopération afro-arabe, en gestation, ou même du renouvellement, plus lointain, de la Convention de Lomé, ma délégation estime que l'Afrique a tout à gagner en se présentant à la négociation après avoir arrêté, au moins au niveau régional, un programme interne de coopération.

35. Qu'il me soit permis d'aborder à présent quelques sujets politiques dont certains sont devenus traditionnels, pour donner le point de vue de ma délégation et de mon pays sur chacun d'eux, avant de conclure sur la nécessité de réviser la Charte de l'Organisation.

36. Tandis que pour les deux tiers de l'humanité la question la plus importante est le développement, pour d'autres il s'agirait du désarmement. Et l'on nous dit, entre autres, qu'il faut arrêter les essais nucléaires, réduire la fabrication de missiles intercontinentaux et, par la même occasion, convenir qu'on utilisera pas, du moins sans discernement, tout un arsenal de joujoux plus meurtriers les uns que les autres, mais dont on ne veut pas encore se séparer.

37. Mon pays déplore — et pour cause — que tant de milliards soient dépensés pour la fabrication d'instruments de mort alors que, dans le même temps, des millions d'hommes et de femmes meurent, j'allais dire tout simplement, de faim.

38. Nous sommes, dans ces conditions, pour le désarmement, pourvu qu'il soit générale et complet. Mais, pour que ce désarmement soit général et complet, il faut non seulement empêcher la fabrication de nouvelles armes, mais décider et effectuer la destruction des stocks qui existent. En attendant de réaliser ce désarmement général et complet — que nous croyons, pour notre part, aujourd'hui irréalisable — nous estimons que chaque Etat a le droit, et même le devoir, d'acquérir les moyens nécessaires à sa défense.

39. Parmi les puissances qui vantent à haute voix le désarmement, certaines distribuent à pleines mains — que dis-je, à pleins navires — les armes aux prétendus mouvements de libération de l'Angola. Au Burundi, nous suivons avec une attention spéciale l'évolution de la situation dans ce territoire.

40. Nous appuyons fermement, en même temps que nous les félicitons, tous ceux qui ont usé, et continuent à le faire, de leur influence et de leurs talents pour essayer de sortir de l'impasse sanglante où s'est engagé le problème angolais. C'est du reste ce qu'essayait de faire, au début du mois d'août, le lieutenant-général Michel Micombero, président de mon pays, lorsqu'il a lancé cet appel pressant aux mouvements et à ceux qui les soutiennent dans le mal. Il a dit :

“Le cas alarmant de l'Angola, qui nous cause les plus vives inquiétudes, pourrait être résolu rapidement si tous les mouvements de libération pouvaient entendre raison et se prêter aux bons offices que l'Afrique ne cesse de leur proposer.

“Il convient de remarquer et de dénoncer ici le fait que l'échec que nous essuyons dans ce pays vient aussi des ennemis de l'Afrique qui, faisant miroiter aux uns et aux autres les appétits du pouvoir, font croire à leurs protégés antagonistes que la victoire leur viendra des armes. Nous lançons un appel pressant à ceux qui fournissent des armes pour que des frères s'entretiennent en Angola afin qu'ils cessent leurs livraisons. Ils ont déjà fait trop de victimes innocentes.”

41. Nous continuons d'espérer que, le 11 novembre prochain, jour prévu pour l'indépendance de leur pays, nos frères redeviendront libres et souverains dans un Angola uni et prospère.

42. La partie australe du continent africain demeure soumise à des gouvernements dont la philosophie rebute la conscience humaine.

43. Au Zimbabwe, le rebelle Ian Smith continue de refuser le principe du gouvernement par la majorité noire.

44. Les autorités de Pretoria, dont la philosophie de gouvernement repose sur l'*apartheid* et le racisme, continuent derechef de braver la communauté internationale en administrant illégalement le Territoire de la Namibie qui est dévolu aux Nations Unies.

45. Mon pays continue à croire que si les Nations Unies l'exigeaient, c'est-à-dire en définitive si les grandes puissances le voulaient, elles pourraient contraindre l'Afrique du Sud à lui remettre l'administration de la Namibie.

46. Notre position sur toutes les questions concernant l'Afrique australe est identique à celle de l'OUA. Le Burundi n'acceptera jamais de traiter ni avec Pre-

toria ni avec les rebelles de Salisbury aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas reconnu sans équivoque le principe du gouvernement par la majorité noire et qu'ils n'auront pas renoncé effectivement et clairement à leur théorie et à leur politique d'*apartheid* et de discrimination raciale.

47. La position du Burundi est également celle de l'OUA sur le problème de la libération des peuples du Sahara occidental et de la prétendue Côte française des Somalis. Nos frères peuvent être assurés de notre appui indéfectible à leur lutte pour l'autodétermination.

48. Au Moyen-Orient, la République arabe d'Egypte et l'Etat d'Israël viennent, avec le concours du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, de conclure un nouvel accord de dégagement dans le Sinaï. Mon pays tient à féliciter les autorités égyptiennes et israéliennes, ainsi que M. Kissinger, pour le pas qui a été ainsi franchi en direction de la paix.

49. Malgré cet accord, une tension, à tout moment explosive, demeure aussi longtemps qu'une solution définitive et complète n'est pas trouvée. Le refus d'Israël de restituer les territoires arabes qu'il occupe par la force et de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien ne repose que sur sa seule arrogance dès lors que les pays arabes ne lui contestent plus le droit de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

50. C'est pourquoi, dans ce conflit, la République du Burundi appuie les justes positions des pays frères arabes, et tout particulièrement celles, aussi justes que pacifiques, de la République arabe d'Egypte. La République du Burundi estime que les efforts déployés en ce moment pour désamorcer la tension qui règne dans cette partie du monde devraient être encouragés et soutenus par tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies; en même temps, ces efforts devraient être accélérés et étendus à toutes les zones du conflit.

51. Il y a près de 30 ans, les Nations Unies étaient confrontées, pour la première fois, avec le problème coréen. Le développement de la situation en Corée est étroitement lié à l'histoire des Nations Unies. Les responsabilités de notre organisation sont immenses dans ce problème. C'est, en particulier, à cause de la guerre froide que la Corée a été divisée par la satisfaction de certains besoins stratégiques en Asie. En mai 1972, le Président de la Corée du Nord, Kim Il Sung, a formulé les trois principes d'indépendance, de la réunification pacifique du pays et de la grande unité nationale. Au mois de juillet de la même année, les autorités de la République populaire démocratique de Corée et celles de la Corée du Sud ont signé un accord sur les trois principes de la réunification indépendante et pacifique de la patrie. En 1973, l'Assemblée générale des Nations Unies a confirmé cet accord. Cependant la Corée demeure un pays divisé contre la volonté de son peuple. C'est pourquoi ma délégation estime que la question de Corée doit être réglée par le peuple coréen lui-même, sans aucune ingérence extérieure.

52. Le projet de résolution annexé au document A/10191 et Add.1 à 3, dont le Burundi est l'un des auteurs, demande la dissolution du Commandement des troupes de l'ONU, le retrait de la Corée du Sud

de toutes les forces armées étrangères qui y stationnent sous le drapeau des Nations Unies et le remplacement de l'Accord d'armistice par un accord de paix conclu entre les parties réellement intéressées par l'Accord d'armistice de Corée. Ma délégation espère qu'au cours de la présente session l'Assemblée générale adoptera enfin ce projet de résolution.

53. Parmi les événements importants de cette année, il convient de citer la victoire des peuples héroïques d'Indochine. La débâcle des forces impérialistes en Indochine est la confirmation de l'invincibilité d'un peuple déterminé à rester libre et indépendant. Au nom de ma délégation, je rends un vibrant hommage à ces peuples qui font aujourd'hui notre fierté.

54. La République de Burundi, qui avait depuis toujours reconnu le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Cambodge, salue avec la plus grande joie la présence ici des vrais représentants du peuple cambodgien qui, après cinq ans de lutte acharnée, reviennent occuper leur place parmi nous.

55. La satisfaction de ma délégation aurait été plus grande encore si nous n'avions eu à déplorer le veto opposé par les Etats-Unis d'Amérique à l'admission des deux Viet Nam à l'Organisation des Nations Unies. Ma délégation estime logiquement insoutenable la comparaison faite entre les demandes d'admission introduites par les deux Républiques vietnamiennes et le problème de la Corée, un pays qui reste, aux yeux des Nations Unies, divisé contre le gré de son peuple et qui aspire à la réunification pacifique et indépendante.

56. Ma délégation garde l'espoir que les Etats-Unis n'auront plus recours au veto pour s'opposer à l'admission d'Etats qui remplissent de toute évidence toutes les conditions requises par la Charte.

57. Trois décennies d'existence de l'ONU ont radicalement transformé l'Organisation. Celle-ci vit incontestablement une situation historique nouvelle qu'elle n'a pu prévoir lors de sa création. Sa Charte doit donc naturellement faire l'objet d'une révision adéquate pour que les modifications nécessaires y soient apportées.

58. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut continuer l'examen de la révision de la Charte des Nations Unies. Ma délégation pense que des amendements importants devraient porter sur l'extension des pouvoirs de l'Assemblée générale et, surtout, une distribution des pouvoirs du Conseil de sécurité.

59. S'agissant du droit de veto, mon pays ne peut que s'interroger pour savoir si les Nations Unies sont composées de cinq Etats et de plus de 100 autres entités assimilées à des Etats ou si notre organisation est composée de 141 Etats également souverains.

60. Il reste évident pour nous qu'un peuple nombreux, exerçant sa souveraineté sur un vaste territoire et sur des ressources aussi étendues a, naturellement, et logiquement et juridiquement doit avoir plus de poids que d'autres qui, étant peu nombreux, se gouvernent comme des grandes familles sur des portions réduites de territoire.

61. Cependant, nous estimons que le droit de défier tous les autres ne peut être justement utilisé que lorsqu'il sauvegarde l'intérêt d'ensembles plus grands encore que les communautés nationales.

62. Et c'est pourquoi, à défaut de l'abandon pur et simple du droit de veto par ceux qui en sont aujourd'hui investis et qui font à l'occasion une utilisation abusive, mon gouvernement souhaiterait que ce droit soit dorénavant réparti sur une base géographique plus équitable et qu'au lieu d'être l'apanage de quelques Etats il devienne la prérogative des diverses organisations continentales.

63. J'avais espéré conclure ce discours sur une note gaie qui, pensais-je, devait m'être suggérée par le thème très actuel de l'Année internationale de la femme.

64. Hélas ! même cette Année n'aura pas eu assez de vertu pour nous faire oublier la misère et les privations qui sont le lot quotidien d'une très grande partie de l'humanité.

65. Aussi sommes-nous d'avis, au Burundi, que lorsque moins de 25 p. 100 des enfants fréquentent plus ou moins les écoles, que 100 000 personnes n'ont qu'un médecin et moins de cinq lits d'hôpital à leur disposition — je n'allongerai pas la liste, ce serait inutile — il est malsain de faire le décompte des privilèges puisqu'il conduit fatalement à dresser la statistique de ceux, trop nombreux, à qui la chance ne sourit pas. Que gagne-t-on, en effet, à savoir qu'il y a plus de femmes que d'hommes, ou inversement, parmi ceux dont on reste incapable de soulager la misère ?

66. Dans ces conditions, et en conséquence, l'Année internationale de la femme a été conçue et organisée dans mon pays, pour ouvrir les yeux de la Burundaise sur la situation difficile de tous et sur les responsabilités particulières de la femme pour son amélioration, plutôt que sur les problèmes, futiles ou inévitables, du sexe.

67. Avec cette conviction et ce réalisme, la femme burundaise a participé à toutes les rencontres internationales organisées dans le cadre de cette Année dédiée à la femme, dont Patrice Lumumba a dit qu'en la formant on forme toute une génération, et à qui nous souhaitons, pour notre part, de rester quand même aussi charmante et belle.

68. M. MOLINA-ORANTES (Guatemala) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation du Guatemala désire féliciter le Président et, en même temps, exprimer sa satisfaction de son élection méritée à l'important poste de président de la trentième session de l'Assemblée générale. Ses qualités bien connues d'homme d'Etat plein d'expérience, sa vaste connaissance des relations internationales et, tout spécialement, ses qualités de juriste et de sage conciliateur, qui ont été si précieuses dans le processus d'intégration qui s'est déroulé parmi les pays de la Communauté économique européenne [CEE], sont une garantie que les décisions que l'Assemblée générale adoptera seront toujours inspirées par la plus grande impartialité, la plus stricte justice et, surtout, par les buts fondamentaux qui guident l'Organisation mondiale. Ces buts devront l'emporter sur des considérations politiques secondaires, qui détournent parfois le débat des principaux objectifs de la Charte : maintenir la paix et la sécurité internationales, encourager l'amitié et la coopération entre les peuples du monde et, avant tout, parvenir, par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et aux

normes du droit international, au règlement des différends ou des situations qui pourraient mettre la paix mondiale en danger.

69. Le Guatemala — une des 51 nations qui ont signé à San Francisco la Charte des Nations Unies, au moment où les canons de la seconde guerre mondiale se faisaient encore entendre et où l'humanité désirait assurer aux générations futures une paix durable fondée sur le respect du droit et des libertés fondamentales de l'homme — rend hommage à l'Organisation à l'occasion de son trentième anniversaire et est plein d'espoir devant le fait significatif que le nombre d'Etats épris de paix qui en font maintenant partie s'élève à 141, y compris les nouveaux Membres que nous avons accueillis récemment avec grand plaisir : le Cap-Vert, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe. La délégation du Guatemala leur adresse un salut fraternel de bienvenue et leur offre sa pleine collaboration dans tout ce qui pourrait contribuer à atteindre les buts que nous recherchons tous dans cette instance universelle.

70. Le foi de la grande majorité des nations en l'efficacité de l'Organisation mondiale, dans sa mission fondamentale qui est de protéger l'humanité du fléau de la guerre, nous oblige à en renforcer les bases et à favoriser la coopération internationale dans la lutte contre un autre fléau également nuisible — le sous-développement — ainsi que contre d'autres dangers inquiétants qui menacent l'humanité, tels que la prolifération des armes nucléaires, la pollution croissante du milieu ambiant, la pénurie d'aliments et l'insatisfaction sociale, qui, dans un monde toujours plus interdépendant, créent l'énorme gouffre économique et technique qui sépare les pays développés des pays sous-développés.

71. Malheureusement, les noirs nuages de la guerre n'ont pas disparu de l'horizon mondial au cours des 30 années d'existence de l'Organisation internationale, et on ne peut pas affirmer non plus qu'on soit parvenu, au sein de l'Organisation, à réaliser la pleine harmonie entre tous les Membres, qui sont maintenant groupés en blocs politiques puissants et combattifs.

72. Le Guatemala espère fermement qu'au cours de la présente étape les buts et principes de la Charte seront renforcés et réalisés pleinement et que les solutions pacifiques que le droit international offre pour résoudre les conflits entre Etats pourront empêcher les affrontements qui naissent des injustices et des iniquités imposées aux pays par la force.

73. Parmi les problèmes qui enveniment le plus les relations entre les peuples figurent sans aucun doute au premier rang ceux qui portent atteinte à l'intégrité territoriale, étant donné que le territoire est un des éléments fondamentaux de l'Etat et que toutes les nations le considèrent comme leur patrimoine sacré et inviolable, pour lequel elles ont toujours été prêtes à verser leur sang. C'est pourquoi la juste solution des conflits territoriaux par les moyens diplomatiques et judiciaires qu'offre le droit international constitue l'un des impératifs de la coexistence pacifique entre les Etats.

74. La négociation et la médiation nous ont déjà prouvé leur efficacité en tant que moyens d'obtenir la

détente dans des situations internationales qui ont acquis progressivement un caractère explosif.

75. L'expérience a récemment prouvé que la persévérance, la compréhension mutuelle et la bonne volonté des parties peuvent les amener graduellement à un règlement honorable de leurs conflits. Nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre satisfaction devant l'accord préliminaire réalisé entre l'Egypte et Israël, accord qui est le produit d'une négociation patiente et obstinée, et le monde attend anxieusement que ce pas préliminaire conduise graduellement à un règlement au Moyen-Orient, grâce à une paix fondée sur la justice et la fraternité humaine.

76. La délégation du Guatemala espère également que, grâce à la négociation, seront réglés d'autres conflits qui affectent les relations d'amitié entre des pays voisins ou qui déçoivent les espoirs de réunification pacifique de nations divisées, comme c'est le cas pour les deux Corée, ou qui mettent en danger l'intégrité territoriale et la souveraineté de pays tels que Chypre. Et nous espérons fermement que, grâce aux négociations et à d'autres moyens pacifiques, une solution juste sera aussi trouvée pour les problèmes créés par le maintien d'enclaves étrangères qui portent atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté des Etats. Les réclamations qui, pendant des années, n'ont pas été réglées en ce qui concerne les territoires occupés que représentent les îles Malvinas, Gibraltar, le canal de Panama et le territoire guatémaltèque de Belize, usurpé par le Royaume-Uni, sont des foyers de mécontentement qui assombrissent les relations entre les Etats et empêchent l'harmonie, qui est essentielle dans un ordre de paix.

77. Depuis que le Guatemala est devenu Membre des Nations Unies, il a, du haut de cette tribune, expliqué à la conscience du monde que, depuis plus d'un siècle et demi, il réclame du Royaume-Uni le retour de territoire de Belize, sur lequel mon pays possède des droits souverains, étant donné qu'il est partie intégrante de notre territoire national et constitue avec lui une unité géographique continue et indivisible dont les liens historiques remontent à l'époque précolombienne, alors que le Guatemala et Belize faisaient partie de l'ancien empire maya. Ces liens se sont maintenus tout au long de la période de domination coloniale espagnole et se maintiennent encore de nos jours, malgré l'usurpation territoriale du siècle passé.

78. Depuis le XVI^e siècle, sous la domination espagnole, Belize faisait partie de l'entité politique du Guatemala, et ce n'est que vers le milieu du XVII^e siècle que, pour la première fois, des bandes de boucaniers sont arrivées à ses côtes et, dans les périodes de paix intermittente entre l'Espagne et l'Angleterre, se sont adonnés à la coupe de rondins utilisés à cette époque sur une grande échelle dans l'industrie britannique. Cette situation anormale a été régularisée grâce à des traités de paix intervenus entre les deux pays en 1783 et 1786, traités par lesquels l'Espagne autorisait la présence de sujets britanniques dans la région de Belize pour le seul objet d'y pratiquer des coupes de bois et d'y construire des maisons sur une superficie approximative de 2 581 miles carrés, sur laquelle la Grande-Bretagne reconnaissait expressément par ces traités la souveraineté pleine et entière de l'Espagne.

79. En 1821, le Guatemala est devenu indépendant de l'Espagne et, conformément au principe *uti possidetis*

qui constitue une norme d'application générale dans les pays américains et que l'on a appliqué plus récemment encore dans les nouveaux Etats africains, le territoire de l'Etat du Guatemala était le même que ce qu'il était sous la souveraineté espagnole, dans les limites administratives existant au moment de la proclamation de son indépendance.

80. Peu après sa constitution en Etat souverain, le Guatemala a commencé à formuler sa revendication contre la Grande-Bretagne, dont les sujets non seulement continuaient d'exploiter les concessions octroyées par l'Espagne, mais pénétraient même plus avant sur les territoires voisins de l'Amérique centrale. Les efforts combinés des Etats d'Amérique centrale, tant sur le plan diplomatique que sur le plan militaire, se révélèrent nécessaires pour recouvrer leur souveraineté sur les îles Bahia, sur les colonies de Mosquitia au Nicaragua et au Honduras, pour défendre le Nicaragua contre les incursions des flibustiers et des marchands d'esclaves et protéger la souveraineté des Etats d'Amérique centrale sur les îles et les eaux du golfe de Fonseca. Après des protestations répétées auprès de la Grande-Bretagne pour mettre un terme à ces incursions croissantes en territoire guatémaltèque, le Guatemala et la Grande-Bretagne signèrent en 1859 une convention qui, bien qu'elle comportât le terme "convention de frontières" dans son titre, prévoyait en fait une cession territoriale par contrainte couvrant une superficie totale de 8 598 miles carrés, soit l'équivalent d'environ 3 000 kilomètres carrés. Or, sur les trois quarts de cette région, la Grande-Bretagne n'avait antérieurement aucun droit.

81. Cette convention ne peut que nous rappeler les "traités de pacotille", traités tout à fait iniques et d'une inégalité notoire qu'imposaient les puissances colonialistes dans diverses parties du monde, étant donné la faiblesse des autres parties contractantes.

82. Néanmoins, le Gouvernement britannique ne s'est jamais acquitté de la seule obligation que lui imposait la Convention de 1859, malgré les protestations constantes dans mon pays, protestations qui, aujourd'hui encore, demeurent ignorées. Le refus obstiné de respecter cette obligation et le rejet des diverses propositions du Gouvernement du Guatemala tendant à ce que le cas soit soumis à l'arbitrage et à une solution judiciaire a été la cause du fait que le Congrès du Guatemala, en 1946, a déclaré caduque la Convention de 1859 en raison de la carence de la Grande-Bretagne de respecter l'obligation d'indemnisation qu'elle avait contractée, et c'est aussi pourquoi le gouvernement du Guatemala a rompu les relations diplomatiques avec le Royaume-Uni en 1963. En conséquence, les parties ne sont jamais parvenues à un accord pour démarquer le territoire en litige qui, à ce jour, n'est toujours pas délimité.

83. Dans toutes les réunions internationales, les délégations de mon pays ont, à maintes reprises et clairement, exposé les motifs de ce différend et précisé que les droits de la nation guatémaltèque sur son territoire de Belize ne sauraient être mis en question. Le Guatemala, lorsqu'il a signé la Charte des Nations Unies à San Francisco en 1945, a accepté tous les principes et obligations de la Charte, parmi lesquels celui des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe sur lequel est fondée son existence même en tant qu'Etat souverain. Toutefois, nous sommes dans l'obli-

gation de rappeler le différend à propos du territoire de Belize, que nous avons toujours considéré comme partie intégrante de notre territoire national et qui, en tant que tel, ne relève pas du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour cette même raison, le Guatemala s'est opposé à l'idée que Belize puisse être placée sous le régime international de tutelle et le 26 mai 1945, le représentant du Guatemala a formulé une réserve expresse dans ce sens qui figure dans le rapport du Rapporteur du quatrième Comité de la Deuxième Commission et, à ce titre, constitue un document officiel de la Conférence de San Francisco. Il se lit comme suit :

"La délégation du Guatemala formule d'expresses réserves au sujet de l'alinéa c du paragraphe 3, section B, du régime de tutelle, à l'effet que ce régime ne saurait s'appliquer aux territoires qui appartiennent à la République du Guatemala, même si lesdits territoires faisaient l'objet de revendications ou de différends, ou s'ils étaient actuellement aux mains d'un autre Etat."

La délégation du Guatemala a fait des allusions fréquentes à cette réserve devant l'Assemblée générale et ses commissions.

84. Mon pays a toujours appuyé de la manière la plus ferme le processus de décolonisation mis en œuvre par les Nations Unies, processus qui est un de leurs buts primordiaux et qui a favorisé la naissance de nombreux Etats indépendants qui font maintenant partie de notre assemblée. Les comptes rendus de nos sessions apportent la preuve de notre appui et de nos votes en faveur de tous efforts à accélérer ce processus de décolonisation et, cela est significatif, c'est au représentant du Guatemala que revint l'honneur d'être élu, en 1958, à la présidence du Conseil de tutelle.

85. Le Guatemala a été l'un des 89 pays qui ont voté en faveur de la résolution historique 1514 (XV), qui est la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ce faisant, le Guatemala a déclaré d'une manière nette et sans équivoque que la résolution conformément à la disposition du paragraphe 6 de la Déclaration, n'était pas applicable au différend de longue date à propos de Belize, puisque ce paragraphe dispose catégoriquement que : "Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies."

86. L'existence de situations semblables dans d'autres parties du monde fut la raison qui conduisit les 43 auteurs du projet de résolution à considérer qu'il était indispensable de sauvegarder, grâce à ce paragraphe, le principe essentiel de l'intégrité territoriale, de manière à protéger les pays contre toute tentative de démembrement ou de sécession qui prétendait s'appuyer sur le principe inapplicable de l'autodétermination.

87. Lors de la séance historique du 14 décembre 1960, M. Palar, de l'Indonésie, a expliqué que sa délégation était l'un des auteurs du paragraphe 6 précité et qu'il estimait la situation du territoire auquel songeait la délégation du Guatemala était visée par ce paragraphe¹. A ce moment-là, l'Indonésie présentait sa réclamation concernant l'Iran occidental, qu'il

considérerait, à juste titre, comme faisant partie intégrante de son propre territoire, et qui lui fut d'ailleurs restitué par la suite. J'estime également bon de rappeler que l'enclave de Goa a été incorporée à l'Inde, territoire qui était considéré par ce pays comme partie intégrante de son unité territoriale, et ce, avec l'appui implicite des Nations Unies.

88. Les délégations de l'Afghanistan, de l'Iran et de la Jordanie, entre autres, ont également exprimé leur appui à l'égard de la position défendue par le Guatemala lors de la discussion du texte définitif de la résolution 1514 (XV); à cette occasion, M. Rahnema, de l'Iran, a réaffirmé énergiquement² le contenu du paragraphe 6 précité. Il a ajouté à juste titre, en cette occasion, que le fait de balkaniser les pays constitue un procédé de néo-colonialisme, lequel utilise à ses fins de domination la maxime bien connue : "diviser pour régner".

89. A cet égard, le diplomate d'Amérique latine, M. Leopoldo Benites, qui devint plus tard Président de l'Assemblée générale, a déclaré :

"De même, nous condamnons toute tentative visant à porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un pays, comme étant contraire aux principes de la Charte, aux fondements du droit et à la notion de coexistence pacifique³."

90. Ma délégation a jugé utile d'exposer une fois de plus, à cette occasion, les origines de la controverse qui persiste entre mon pays et le Royaume-Uni au sujet du territoire de Belize et les raisons qui nous conduisent à répéter chaque année, du haut de cette tribune, l'existence d'une contestation qui n'est pas encore résolue et qui constitue une offense à la dignité de tous les Guatémaltèques.

91. Etant donné qu'un nombre important de nouveaux Etats sont devenus Membres de l'Organisation et que la plupart d'entre eux ignorent les bases historiques de notre réclamation que cette assemblée a été témoin de quelques tentatives démagogiques pour présenter notre cas comme une aventure expansionniste ou comme une forme curieuse de néo-colonialisme, quelque chose qui répugne à l'esprit démocratique du peuple guatémaltèque, nous nous sommes vus dans l'obligation de déclarer avec précision et fermeté que le Guatemala maintient sa réclamation et exige que le Royaume-Uni cesse son occupation illégale du territoire guatémaltèque de Belize; également mon gouvernement renouvelle sa conviction que ce différend ne saurait être résolu que grâce aux moyens juridiques et diplomatiques contenus dans les dispositions du droit international. Nous espérons que le Gouvernement du Royaume-Uni partagera également ce point de vue; nous avons négocié avec ses représentants depuis plus de 12 ans, en vue de trouver une formule acceptable de règlement.

92. Le bien-fondé de la réclamation du Guatemala a mérité l'appui des Etats d'Amérique latine, tel qu'exprimé dans de nombreuses déclarations et résolutions, notamment les résolutions approuvées par les deuxième, troisième et quatrième réunions consultatives des ministres des affaires étrangères des Républiques américaines, et par d'autres organes et commissions de l'Organisation des Etats américains [OEA].

93. Les Républiques sœurs d'Amérique centrale ont également déclaré leur solidarité avec le Guatemala dans des documents régionaux importants, parmi lesquels figure la Déclaration d'Antigua, signée en août 1955, dans laquelle elles ont affirmé leur rejet de la survivance du colonialisme en Amérique et déclaré nettement que le territoire de Belize fait partie intégrante du Guatemala et, de ce fait, de l'Amérique centrale, et que les mesures destinées à récupérer ce territoire intéressent tous les Etats signataires de cette déclaration. Dans la Déclaration de Panama de 1962 et, plus récemment, dans la Déclaration de Guyana, au Venezuela, signée en décembre 1974 par ce pays et six gouvernements d'Amérique centrale, cette même solidarité a été exprimée. Ici même, au cours de la septième session de l'Assemblée générale, lors de la séance tenue le 10 décembre 1952, M. Urquia, d'El Salvador, formulait la déclaration suivante :

"Au paragraphe 3 du rapport de la Quatrième Commission [A/2296], on peut lire que le représentant du Guatemala a fait des réserves au sujet du territoire de Belize; au nom de ma délégation et de trois autres délégations d'Amérique centrale, je tiens à faire à cette occasion la déclaration suivante : les délégations du Costa Rica, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua, apprenant que leur sœur d'Amérique centrale, la République du Guatemala, a décidé au cours de la présente session de l'Assemblée générale qu'elle réservait les droits souverains qui sont les siens sur le territoire de Belize, et considérant qu'il s'agit là d'un problème qui touche directement à l'unité géographique de l'Amérique centrale, tiennent à déclarer qu'elle se solidarise avec la réserve formulée par la délégation du Guatemala⁴."

94. Le Gouvernement de mon pays s'est efforcé, en maintes occasions, de rechercher une solution judiciaire du différend au sujet de Belize, mais ses propositions d'arbitrage ont toujours été repoussées par le Royaume-Uni, en 1880 et en 1937, et l'idée de porter le cas devant la Cour internationale de Justice a échoué en raison du manque d'accord entre les parties sur la procédure à suivre.

95. Afin de sortir de cette impasse, le Gouvernement du Guatemala et celui du Royaume-Uni ont mis en œuvre une phase de négociations qui ont commencé en 1957 et qui se sont poursuivies, avec quelques interruptions, jusqu'à l'heure actuelle. Au cours de ces négociations, diverses formules de règlement ont été étudiées, règlement qui, en plus du différend territorial, tiennent compte de la présence d'un élément très important, à savoir le peuple de Belize dont les intérêts méritent tout le respect du Guatemala et dont l'amitié et la coopération nous sont indispensables, dans le cadre d'un processus d'intégration des deux territoires qui constituent une seule entité géographique. La gravitation de ces deux groupes de population et leurs intérêts mutuels indiquent que la seule solution possible, en vue de leur développement futur, réside dans une intégration économique et politique. Les Etats d'Amérique centrale font eux-mêmes des efforts importants pour arriver à ce genre d'intégration, grâce à un processus graduel et progressif dans lequel nos populations ont placé tous leurs espoirs d'arriver au plein développement de la région et de

surmonter les divisions nationalistes qui séparent encore les nations sœurs.

96. Le Guatemala ne demeure pas indifférent devant le fait que la population locale s'est développée à la suite de courants migrants provenant de diverses sources et d'autres facteurs démographiques, portant ainsi la densité actuelle de la population à 5 habitants au kilomètre carré.

97. Le Guatemala est conscient des intérêts de ces peuples qui ont acquis leur identité propre, et c'est pourquoi tout au cours des négociations qui se sont déroulées durant les 18 dernières années, les formules avancées pour la solution du différend ont eu pour but de concilier les droits revendiqués par le Guatemala avec les intérêts du peuple de Belize. A cet effet, en 1957, les représentants du parti populaire uni de Belize ont eu des entretiens avec les représentants du Gouvernement du Guatemala en vue de discuter de la possibilité d'instaurer une association fédérative avec ce dernier; mais ces efforts ont échoué par suite de l'intervention du Gouvernement du Royaume-Uni, qui n'a pas envisagé favorablement le fait de voir Belize cesser d'être une de ses possessions. En 1963, des négociations ont repris avec le Royaume-Uni grâce aux bons offices des Etats-Unis, et plus tard le cas fut soumis à la médiation de ce gouvernement. Cependant, aucune formule acceptable par les parties n'a pu malheureusement être trouvée.

98. Malgré l'échec des efforts entrepris jusqu'à présent, les parties à ce différend n'ont pas cessé de rechercher une solution négociée. Les conversations se sont poursuivies jusqu'à une époque récente — ainsi que l'Organisation en a été officiellement informée — entre le Guatemala et le Royaume-Uni, avec la participation des représentants du peuple de Belize. Mon gouvernement continue d'espérer que ces négociations déboucheront finalement sur une solution juste et équitable permettant de concilier les intérêts en cause et de mettre fin au différend en cours, en évitant ainsi de créer un climat d'animosité s'expliquant par le ressentiment consécutif à une solution unilatérale ou imposée par la force.

99. L'autodétermination des peuples est un principe cardinal de la Charte des Nations Unies, principe qui doit être appliqué afin de libérer les nations opprimées de l'état de servitude dans lequel sont maintenues par les puissances coloniales. Cependant, ce principe ne peut jamais être appliqué — et ceci est conforme au droit des Nations Unies — dans le cas de territoires faisant partie intégrante d'un Etat et qui ont été occupés par la force par un autre Etat, lequel a peuplé ces territoires d'étrangers qui ont dominé ou supplanté la population autochtone, et ce dans le but de permettre le démembrement des territoires appartenant à une nation dont les droits ont été usurpés par une autre.

100. De telles situations de force qui prévalent dans des territoires nationaux de certains Etats ne peuvent être réglées pacifiquement et de façon définitive que grâce aux moyens juridiques prévus par le droit international. C'est la voie choisie par le peuple et le Gouvernement du Guatemala, voie qui, nous l'espérons, conduira au règlement de sa revendication toujours pendante à l'égard du Royaume-Uni et relative au territoire de Belize, et ce sur des bases de justice et d'équité permettant d'éviter toute friction découlant de l'indignation d'un peuple face au refus obstiné de

reconnaître ses droits légitimes concernant son intégrité territoriale et sa souveraineté indivisible.

101. Nous constituons une organisation d'Etats souverains qui ont déclaré vouloir respecter les buts et principes de la Charte. Nous appartenons à l'Organisation dans des conditions d'égalité, et cette notion est valable tant pour les nations qui, durant plusieurs générations, ont joui d'une totale représentation internationale que pour celles qui ont fait récemment leur apparition sur la scène internationale. Nous constituons une libre association établie afin de défendre la paix et la justice auxquelles nous aspirons par la voie légale. Cette voie légale nous enseigne qu'il n'y a qu'une justice qui n'admet pas de relativités. Ce qui est juste pour l'un doit être juste pour les autres. Ce qui est injuste pour l'un est injuste pour tous. C'est là un sujet de réflexion qui devrait nous permettre d'arriver à un accord au sujet de nos responsabilités en tant qu'Etats indépendants et souverains, si nous désirons renforcer les principes juridiques essentiels d'une communauté internationale organisée.

102. Le 24 octobre prochain, nous célébrerons le trentième anniversaire des Nations Unies. Comme 50 autres nations, le Guatemala fait partie de l'Organisation depuis sa création et il a participé à toutes les sessions de l'Assemblée générale ainsi qu'aux conférences internationales convoquées par l'ONU. Nous avons apporté notre concours à différents organismes, et des Guatémaltèques éminents ont occupé des postes importants. En 1968, l'Assemblée générale a élu comme président un Guatémaltèque, M. Arenales Catalán. Notre participation aux travaux des Nations Unies a toujours consisté à respecter les principes et buts de la Charte, dont l'interprétation devrait être totale et non partielle, complète et non fragmentée, égalitaire et non tendancieuse. La notion du droit est une et est valable pour tous. Toute interprétation opportuniste qui accorde des droits aux uns tandis qu'elle les refuse à d'autres répugne à notre sens de l'égalité et de la justice. Le Guatemala pense que la Charte et les résolutions auxquelles nous avons adhéré volontairement devraient être appliquées pleinement et dans un esprit de totale égalité. Ce sont là des conditions qui, basées sur la bonne foi dans le respect des obligations, constituent les moyens de garantir l'application du droit et de la justice internationale, éléments de base d'une paix durable.

103. M. MOGWE (Botswana) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation intervient à cette tribune assez tard dans le débat et les représentants qui ont pris la parole avant moi ont déjà félicité le Président et ont fait l'éloge de sa brillante carrière. Je me permets cependant de joindre la voix du Botswana au chœur de ceux qui m'ont précédé. Son élection ne constitue pas en effet un exercice de pure forme, mais elle est la preuve de la haute estime dans laquelle le tient cette éminente assemblée et de la confiance que nous avons en sa compétence. Nous sommes certains que la trentième session, sous sa présidence, apportera de nouveaux lauriers à sa couronne. Son élection est un hommage qui lui est rendu personnellement ainsi qu'à son pays, le Luxembourg.

104. Il succède dans ses fonctions à M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de l'Algérie. Ma délégation ne saurait traiter des questions

de fond dont nous sommes saisis sans commencer par exprimer sa reconnaissance et adresser ses félicitations à M. Bouteflika pour l'œuvre magistrale qu'il a accomplie lors de la vingt-neuvième session. Grâce à sa patience, à son sang-froid et à son jugement pragmatique sur l'humeur de l'heure, il a su également mener à bien la septième session extraordinaire, apportant l'espoir au cœur de millions d'êtres humains du tiers monde. Mais ce n'est qu'un espoir et nous exhortons le Président de la présente session à poursuivre les travaux si bien commencés afin que nos aspirations puissent se réaliser et que le progrès économique et social de tous les peuples puisse être favorisé.

105. L'une de nos préoccupations majeures depuis plusieurs années est de voir s'agrandir le fossé dans le niveau de vie entre les pays développés et ceux en développement. Il est devenu impérieux d'établir la base d'un système plus juste de relations économiques internationales entre les pays du monde, quel que soit leur système économique et social, et d'asseoir ces relations sur le principe de l'égalité. La septième session extraordinaire, qui terminait ses travaux il y a seulement 15 jours, s'est justement occupée de ce problème, et je n'ai pas l'intention de revenir aujourd'hui sur des questions de fond. Ma délégation se félicite de l'esprit de conciliation et de coopération manifesté au cours de cette session, qui nous a permis de conclure nos négociations et d'adopter à l'unanimité un programme de développement et de coopération économique internationale. Tous les pays se sont désormais engagés à adopter et à mettre en œuvre un plan mondial d'action. Etant donné que notre objectif est en fin de compte d'instaurer un nouvel ordre économique international, nous considérons l'œuvre accomplie par la septième session extraordinaire comme un pas important en vue de cet objectif.

106. Le 16 septembre, l'Organisation a admis trois nouvelles nations : le Cap-Vert, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe. Il y a seulement deux ans, sans parler des années qui précédèrent, étant donné les obstacles redoutables qui existaient — tels qu'une armée portugaise soutenue par un colonialisme de longue date et possédant une grande expérience militaire, une domination constante et opiniâtre, les armes fournies par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les sympathies occidentales, adversaires, comme toujours, de la violence contre l'oppression tout en professant de s'opposer nettement à l'injustifiable inégalité — si quelqu'un avait osé prédire la réalité contemporaine, nombreux auraient été ceux qui l'auraient traité de fou, ou tout du moins auraient pensé qu'il l'était. On aurait pu être accusé d'incitation à la violence de la population locale qui, nous disait-on, était heureuse de son humble sort, n'était-ce ces agitateurs fourvoyés; et l'on aurait été accusé de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat Membre. Je n'ai pas l'intention de rouvrir des plaies anciennes, je songe simplement à tout ce que les peuples des pays que nous avons admis aux Nations Unies à cette session ont dû souffrir et à ce que d'autres peuples, ailleurs dans le monde, subissent actuellement et pour quelles raisons. Aujourd'hui, toute l'Assemblée se réjouit et nous sommes peu nombreux à songer aux victimes qui auraient pu être épargnées et qui ont pourtant dû payer de leur vie l'accession de ces nations aux Nations Unies. Nous sommes très

peu nombreux je crois à réfléchir au rôle qu'ont joué dans les souffrances prolongées de ces pays opprimés les alliances, les attitudes politiques et la défense des intérêts économiques individuels lorsque les problèmes de la décolonisation étaient débattus dans cette enceinte.

107. Recouvrer leur indépendance nationale après de longues années de domination coloniale, ainsi que l'exercice sans entraves de leur droit à l'autodétermination, est ce qu'ont toujours souhaité les peuples du Cap-Vert, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe. Ils n'aiment pas la guerre, mais ils ont recouru aux guerres de libération et à la violence pour conquérir leur liberté lorsqu'ils ont vu l'inhumanité du colonialisme, parfaitement insensible à tous les sentiments humains, et qu'ils ont compris qu'il resterait intraitable et qu'il était déterminé à résister jusqu'au bout. Il faut espérer que, même dans les pays où le colonialisme, la discrimination et l'*apartheid* sévissent toujours, nous verrons un jour à nos côtés les délégations nationales de ces pays.

108. En tant que chef de la délégation de mon pays, j'ai l'agréable devoir de féliciter les nouveaux Membres de leur indépendance retrouvée et de leur admission dans le concert des nations. Nous comptons qu'en prenant ici la place qui leur revient, ils contribueront sensiblement à mettre en œuvre les idéaux et les objectifs des Nations Unies ainsi qu'à soutenir les principes de la Charte.

109. Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à des changements heureux et significatifs dans la renaissance révolutionnaire de nations, non seulement en Afrique mais aussi en Asie. En Indochine, nous avons vu les vaillants peuples du Viet Nam et du Cambodge réaffirmer leur droit à redéfinir leurs frontières nationales et, conformément au principe de l'autodétermination, à décider de leur direction politique pour l'avenir. Nous sommes déçus que les candidatures aux Nations Unies de la République démocratique du Viet Nam et celle de la République du Sud Viet Nam aient suscité des oppositions, mais nous n'en espérons pas moins que les Etats-Unis reviendront sur leur position. Nous attendons le jour où toutes les nations indépendantes de l'Indochine prendront place à l'Assemblée. Les guerres révolutionnaires de libération en Indochine ont pris fin et nous comptons qu'une paix durable va régner. Nous pensons aussi que, grâce à cette ère de paix, les blocs de grandes puissances pourront revoir leurs relations avec les petites nations et travailler à un ordre international plus humain et plus pacifique, fondé sur le respect et la compréhension des droits de toutes les nations et sur la justice et la coopération de tous au service de l'humanité, afin de chercher ensemble la solution aux problèmes politiques ou économiques qui se posent encore. Mon gouvernement croit que la détente entre les puissances mondiales devra prendre la forme d'un processus dynamique garantissant la sécurité de toutes les nations. Nous croyons que ce sera l'occasion de réaffirmer notre volonté de parvenir au résultat recherché en matière de désarmement et de respect des zones dénucléarisées.

110. Mon gouvernement espère qu'avec la fin de la guerre en Indochine et la leçon donnée par cette révolution les cas d'intervention étrangère directe ou indirecte dans les affaires internes d'autres Etats dispa-

raîtront. L'issue de la récente Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki, nous encourage à le croire. Il reste maintenant à restreindre encore les terrains d'affrontement et à élargir le domaine de la coopération et de la confiance mutuelle entre nations.

111. La question de Corée est une fois de plus à l'ordre du jour de la présente session. Le texte du consensus réalisé à l'Assemblée générale le 28 novembre 1973⁵, priant instamment la Corée du Nord et la Corée du Sud de poursuivre le dialogue afin de hâter la réunification pacifique du pays, n'a pas été mis en œuvre. De ce fait, ma délégation voudrait, une fois de plus, demander la dissolution du Commandement des Nations Unies et le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées en Corée. Pour nous, l'évacuation du Commandement et des troupes est un pas essentiel dans la recherche de la paix dans cette péninsule.

112. Mes observations ont revêtu jusque là un caractère général et ont porté sur la situation changeante du monde. Je voudrais maintenant évoquer certaines questions de façon plus concrète.

113. Au Moyen-Orient, les causes de la tension politique et des conflits armés — en d'autres termes, la question des territoires occupés et le déni des droits d'un peuple — sont connus depuis longtemps. Ce qui continue de nous échapper, dans la région, c'est la paix.

114. Tout d'abord, je tiens à déclarer que le Botswana n'a jamais contesté l'existence d'aucun Etat dans la région. C'est pourquoi mon gouvernement continue d'estimer que les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, sont une base utile pour la paix dans la région. Cependant, la tension persistante au Moyen-Orient conduit mon gouvernement à penser que si Israël souhaite s'assurer une indépendance et un avenir stables, il devrait se retirer de tous les territoires arabes occupés, prouvant ainsi qu'il reconnaît la légitimité des droits nationaux du peuple palestinien. Mon gouvernement a appuyé l'octroi du statut d'observateur aux Nations Unies à l'Organisation de libération de la Palestine [OLP], car il estime que cette organisation est le représentant légitime du peuple palestinien. Nous croyons que la participation ferme et active de cette organisation à la présente recherche d'une formule de paix est essentielle et nous espérons que les parties en cause tiendront compte des intérêts fondamentaux des Palestiniens pour assurer une paix permanente au Moyen-Orient.

115. Mon gouvernement est heureux que certaines des parties intéressées aient déjà, depuis notre dernière session, effectué des progrès dans l'identification des domaines à propos desquels les accords intérimaires sont possibles. Nous nous félicitons de cette évolution et nous espérons qu'elle se poursuivra, pour que la détente crée des conditions favorables à un règlement permanent.

116. Nous félicitons donc l'Egypte de sa grandeur d'âme et les Etats-Unis de leurs efforts au service de la paix dans la région. Les accords intervenus récemment entre l'Egypte et Israël peuvent sembler minimes, mais nous les considérons comme un pas en avant pour le Moyen-Orient, car ils pourraient servir

de modèles à d'autres négociations et à un règlement du problème par des moyens pacifiques.

117. Le danger d'explosion que recèlent les conflits politiques du Moyen-Orient nous amène à voir l'intérêt qu'il y a à maintenir la présence et les opérations de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix dans la région. En effet, même en reconnaissant le rôle important qu'a jouée la diplomatie bilatérale dans le conflit arabo-israélien et dans la situation malheureuse de Chypre, nous ne pouvons faire autrement que de reconnaître que des résultats utiles ont été obtenus grâce à la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, dans le but d'assurer la séparation des armées opposées.

118. La situation désespérée à Chypre, qui est autant un problème d'indépendance nationale qu'un problème humanitaire, préoccupe de même les Nations Unies. Mon gouvernement continue d'espérer que les parties en cause à Chypre, en consultation et en coopération avec l'Organisation, veilleront à ce que les aspirations du peuple de Chypre, dans son ensemble, soient respectées et que Chypre redeviendra une République souveraine et indépendante. Mais cela présuppose le retrait de toutes les forces étrangères de l'île. Nous espérons que la détente politique en Europe renforcera la détermination de régler le problème.

119. Je partage sans réserve les remarques du Secrétaire général quand il note, dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation, en ce qui concerne le Moyen-Orient, que :

“Dans la recherche d'une solution aux problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales, on n'a pas le droit de désespérer, si navrants que puissent être les échecs, et, vu la nature du choix, il n'est pas permis non plus d'abandonner la lutte.”
[A/10001/Add.1, sect. XI.]

120. Tout en nous réjouissant de l'accession à l'indépendance de nouvelles nations africaines, nous sommes très inquiets de ce qui se passe en Angola. La lutte intestine a remplacé une évolution ordonnée vers l'indépendance. Les armes continuent d'affluer dans ce pays africain, non pas pour la libération mais pour une autodestruction. Nous déplorons le sort des réfugiés. Dans ces circonstances difficiles, ma délégation adresse un ferme appel à la non-ingérence dans les affaires de l'Angola. Nous, les Nations Unies, devons parler bien haut, car il nous semble que l'on n'a pas donné au peuple angolais l'occasion de régler ses divergences de vues par des négociations pacifiques. Nous avons aussi le devoir d'exhorter nos camarades à placer leur liberté nationale, leur indépendance et leur épanouissement au-dessus de leurs propres ambitions politiques. Nous croyons que nos frères d'Angola entendront notre appel pour qu'ils résolvent leurs problèmes à l'amiable. Après une si vaillante lutte pour l'indépendance, il serait ironique de voir celle-ci retardée par l'attitude même de ceux qui ont combattu. Nous prions instamment le Gouvernement portugais de ne pas profiter de ces reculs momentanés pour retarder ce qu'il a lui-même reconnu comme étant des droits fondamentaux du peuple angolais.

121. Voici près d'un an maintenant que des efforts soutenus et résolus se poursuivent pour sortir de l'im-

passé rhodésienne, par l'intermédiaire des entretiens de Lusaka tendant à créer une atmosphère pacifique en vue d'un dialogue réel entre les nationalistes du Zimbabwe et le régime de Smith, dans le but de parvenir au gouvernement de la majorité et à l'indépendance dans ce pays. Avec chaque changement de lune, les perspectives d'une prompt solution, telles des marées, ont fluctué. Au moment même où je vous parle, les entretiens sur la Rhodésie sont enlisés dans la plus profonde ornière. Il ne faut pas trop s'en étonner, car le régime de Smith, toujours au pouvoir, a sans cesse résisté aux efforts faits pour normaliser les choses en Rhodésie, pour permettre au Conseil national africain et à tous ses membres de mener des négociations dans la meilleure atmosphère possible. Les détenus n'ont pas été tous relâchés, les arrestations et les pendaisons se poursuivent, des membres de la direction du CNA, qui se trouvent hors du Zimbabwe se sont vu refuser l'entrée du territoire, l'immunité diplomatique et la poursuite d'une activité politique libre dans le pays, en dépit de la concession faite par le CNA qui a accepté, sur l'instance du régime minoritaire, de tenir des réunions au Zimbabwe.

122. Nous restons optimistes, même devant une situation aussi difficile, et nous continuons d'espérer que les changements intervenus en Afrique australe, tels que la chute de l'empire portugais, le retrait des forces sud-africaines de Rhodésie et la détermination du peuple du Zimbabwe, obligeront Ian Smith à voir en face la réalité de notre époque et permettront l'avènement du gouvernement de la majorité de son vivant. En tant que membre de l'OUA, nous appuyons pleinement le Manifeste de Lusaka⁶ et la Déclaration de Dar es-Salam⁷. Le Botswana continuera de travailler inlassablement à l'unité du Conseil national africain afin d'empêcher Ian Smith de mener sa stratégie subversive qui consiste à semer à son propre profit la discorde au sein du CNA.

M. Chatti (Tunisie), vice-président, prend la présidence.

123. La balkanisation de la Namibie en bantoustans est un sujet de préoccupation pour nous. Le Gouvernement sud-africain a dit à plusieurs reprises que le peuple du Territoire se prononcerait lui-même sur son avenir. La date fixée par le Conseil de sécurité au mois de mai est dépassée depuis bien longtemps et pourtant le seul changement que mentionne le Gouvernement sud-africain est la Conférence constitutionnelle en Namibie. Cette conférence n'a en aucune façon diminué notre opposition à la balkanisation de ce territoire en bantoustans; elle n'a pas non plus dissipé nos craintes de voir que la persistance du refus du Gouvernement sud-africain à inclure la South West Africa People's Organization [SWAPO] et les Nations Unies dans des conversations portant sur l'avenir de la Namibie engendre des troubles et l'insécurité sur ce territoire. Une constitution qui reconnaît "des circonstances particulières" de groupes de la population tout en s'engageant à servir "les intérêts de la population dans son ensemble" reconnaît l'absence d'unité lorsqu'elle envisage une confédération d'Etats fondés sur les ethnies. Nous reconnaissons, la SWAPO comme le représentant authentique du peuple de Namibie, comme le parti qui considère la Namibie comme un Etat unitaire et qui est, selon nous, opposé à l'extension des bantoustans

à ce territoire sous tutelle. Il nous paraît donc vital que, si tard soit-il, le Gouvernement sud-africain lève les interdictions et relâche les dirigeants de la SWAPO emprisonnés pour qu'ils puissent participer pleinement aux activités politiques tendant à l'indépendance de la Namibie.

124. L'Afrique du Sud reste un Etat d'*apartheid*. Nous, Africains, acceptons l'Afrique du Sud comme un Etat indépendant et souverain, mais nous condamnons sa politique d'*apartheid*, religion ou acte de foi, qui n'accorde pas aux Africains le même régime qu'aux Européens pour ce qui est de la dignité humaine et des droits fondamentaux. Nous contestons une philosophie et un système de gouvernement fondés sur le maintien des privilèges de la minorité blanche et sur l'exploitation et l'oppression de la majorité noire. Nous rejetons une forme de gouvernement qui perpétue la suprématie blanche et le gouvernement de la minorité tout en refusant à la majorité noire de participer à part entière au gouvernement de son propre pays.

125. Il y a lieu de relever qu'il y a dans ce pays des Sud-Africains blancs qui ont encore une conscience et qui, au risque de se faire eux-mêmes accuser en vertu des lois répressives de ce pays, ont le courage de témoigner de l'horreur du système. Je ne saurais faire mieux que de citer ce qu'a dit à son procès à Pretoria, en novembre 1973, M. Beyers Naude, directeur de l'Institut chrétien :

"Si nous, Blancs, ne prenons pas au sérieux les aspirations et les revendications légitimes de la population noire, nous arriverons à la séparation, à l'amertume et à une polarisation des Blancs et des Noirs qui peut déboucher sur un conflit risquant d'engendrer la violence de notre pays."

126. Les relations humaines en Afrique du Sud ont atteint ce stade d'amertume et de polarisation et il y a des exemples de conflits et d'éruptions périodiques de violence. Mais le problème de ne pas prendre au sérieux les aspirations et les revendications de la population noire demeure.

127. Le destin et l'histoire ont mis la population blanche d'Afrique du Sud en Afrique. Elle peut en être reconnaissante et elle n'aurait pas beaucoup à faire pour s'identifier avec l'Afrique, pour remplir les obligations que comporte et que nous impose à tous cette identification et être ainsi acceptée comme membre à part entière de la famille africaine. Mais, au lieu de cela, le Blanc en Afrique du Sud a, pendant trois siècles et quart, refusé et continue de refuser de reconnaître, en privé ou en public, qu'il n'est pas Européen mais Sud-Africain. L'Afrique du Sud recourt à toutes sortes d'artifices juridiques pour repousser le sort qui sera inéluctablement le sien dans cette terre où les marins et les colons hollandais, renforcés par les huguenots français, ont été mis face à face avec le peuple africain et où les prévisions démographiques montrent qu'à la fin du siècle il n'y aura que 7 millions de Blancs sur un total de 50 millions d'habitants.

128. L'Afrique du Sud fait tout ce qu'elle peut, par le moyen d'une législation discriminatoire, pour arrêter l'évolution du processus d'identification de la nation et pour fortifier une structure sociale qui est vouée à l'effondrement sous le poids de ses lois. Elle travaille à protéger sa langue et sa culture tant vantée,

qui sont essentiellement sud-africaines. Mais il lui faut maintenir cette petite Europe en Afrique en réprimant les aspirations des Africains par tout le système de l'*apartheid* derrière lequel elle se retranche en espérant maintenir le concept prérimé de la pureté raciale et perpétuer son ascendance européenne et occidentale.

129. La création des bantoustans, réserves d'autochtones tant glorifiées, et leur pseudo-indépendance, n'est qu'une nouvelle mesure adoptée par la politique ségrégationniste d'*apartheid* de l'Afrique du Sud pour éviter de partager le pouvoir avec les Africains. Les bantoustans sont dénoncés par les Noirs sud-africains, sauf par les Transkei, car l'indépendance qu'ils offrent est considérée, pour employer les termes de Gatsha Buthelezi, comme "une pseudo-indépendance qui fera de nous des parents pauvres auxquels les Blancs d'Afrique du Sud abandonneront par charité quelques miettes, faisant de nous des vassaux économiques éternels".

130. La balkanisation de l'Afrique du Sud en bantoustans repose sur la répartition illégale des terres qui laisse 75 p. 100 de la population, soit à presque 18 millions de personnes, 13 p. 100 d'une terre qui, du fait de la surpopulation et d'un pâturage trop intensif, est stérile et dont la détérioration va croissant, tandis que 20 p. 100 de la population disposent de 87 p. 100 de ce même sol africain.

131. Les bantoustans entretiennent un asservissement perpétuel et empêchent le développement politique et économique. Il est inconcevable que l'Afrique du Sud, avec son horreur du socialisme, autorise les prétendus foyers à choisir librement leur politique étrangère, leurs alliances militaires et leur autodétermination, sans ingérence ni obstruction. Sur le plan économique également, les industries établies aux frontières des bantoustans, créées pour servir l'économie blanche sud-africaine grâce à une main-d'œuvre noire abondante et à bon marché, étoufferont le développement économique dans les prétendus foyers. Les bantoustans renforcent et consacrent les inégalités raciales ainsi que l'isolement ethnique et attisent les antipathie de race.

132. La philosophie des bantoustans est une contradiction de l'évolution constitutionnelle de l'Etat sud-africain lui-même qui est passé d'une république boer indépendante et de provinces britanniques à l'Union, et de l'Union à une république indépendante et souveraine d'Afrique du Sud en dehors du Commonwealth.

133. La question qu'il faut poser est la suivante : pourquoi ce pas politiquement rétrograde de l'unification à la fragmentation ? La raison est simplement d'empêcher le plein développement et l'expression du nationalisme africain et de le conduire dans l'impasse des bantoustans, éliminant ainsi tout obstacle à la suprématie blanche. Même si le Premier Ministre sud-africain a joué un rôle positif dans la recherche d'une solution pacifique en Rhodésie, il continue à dénier à la population noire sud-africaine, sur sa propre terre, les droits que les peuples étrangers au pays, s'ils sont blancs, obtiennent aisément. Il continue aussi à refuser de démanteler l'appareil de l'*apartheid* ou même de faire un geste de bonne volonté en libérant les prisonniers politiques qui languissent maintenant dans les prisons sud-africaines.

134. Pour le Botswana, pour l'Afrique, il n'est pas possible d'envisager la détente ou le dialogue inconditionnel avec l'Afrique du Sud aussi longtemps que les conditions actuelles existeront.

135. Il est inconcevable que l'Afrique indépendante puisse coexister avec un *apartheid* inhumain, ni s'arroger le droit d'engager le dialogue au nom des dirigeants nationalistes des Noirs sud-africains qui languissent à Robben Island ou dans quelque autre prison d'Etat où la sécurité est portée au maximum, ou qui sont devenus apatrides à cause de la dureté de conditions qui échappent à leur contrôle. Tout "dialogue" sur la situation en Afrique du Sud doit se faire entre le régime sud-africain et les dirigeants nationalistes africains qui sont les représentants authentiques des Africains, et non avec un gouvernement étranger quelconque ou des chefs tribaux nommés par le Gouvernement sud-africain.

136. Ma délégation adresse un appel à cette organisation et tout particulièrement aux amis et alliés de l'Afrique du Sud dans le monde occidental pour qu'ils fassent tout ce qui est possible, par la parole et par la persuasion, pour faire comprendre à l'Afrique du Sud qu'elle est un pays africain, que son destin est inextricablement lié aux aspirations et aux revendications légitimes, à la dignité et à l'avenir brillant de ce grand continent et de ses peuples. Oui, l'égalité humaine, le gouvernement par la majorité, la justice et la dignité humaine pour tous, voilà ce que nous demandons.

137. Mme MAKEBA (Guinée) [*interprétation de l'anglais*] : Permettez-moi d'exprimer, au nom du Parti-Etat de Guinée et de son leader, le responsable suprême de la Révolution, le camarade Ahmed Sekou Touré, nos chaleureuses félicitations au président Thorn pour sa brillante élection à la présidence de la trentième session de l'Assemblée générale. Ses éminentes qualités d'homme d'Etat et sa longue expérience des problèmes internationaux ne manqueront pas, j'en suis persuadée, de conférer un sérieux particulier au déroulement des travaux de la présente session.

138. Je voudrais aussi rendre un hommage tout particulier à son prédécesseur, le ministre des affaires étrangères de l'Algérie, M. Abdelaziz Bouteflika, dont la lucidité remarquable, la compétence assurée, la disponibilité totale et surtout le courage révolutionnaire, lui ont permis de s'acquitter efficacement de la lourde et délicate tâche qui fut la sienne, tant à la vingt-neuvième session qu'à la septième session extraordinaire.

139. A ces hommages bien mérités, je voudrais associer le Secrétaire général pour ses efforts inlassables dans la recherche de la paix, l'instauration et le renforcement de la compréhension mutuelle entre les Etats et leur rapprochement en vue d'une coopération internationale plus efficace. Je voudrais, une fois de plus, l'assurer du soutien total du peuple et du Gouvernement de la République de Guinée. La manière admirable dont il s'acquitte de sa haute et difficile mission dans les vastes champs d'activité de l'Organisation des Nations Unies force l'estime et la reconnaissance de notre peuple.

140. Une analyse rigoureuse des événements que nous vivons actuellement révèle les contradictions opposant l'impérialisme international aux peuples

qu'il subjugue. Cette réalité est attestée clairement par l'ampleur de plus en plus croissante de la lutte courageuse engagée par les divers mouvements de libération nationale en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et aussi par les succès remportés sur divers fronts par les forces progressistes du monde.

141. Grâce à l'éclatante victoire du Frente de Libertação de Moçambique [FRELIMO], du Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde [PAIGC], du Movimento Popular de Libertação de Angola [MPLA] et du Movimento de Libertação de São Tomé e Príncipe [MLTSP] sur le fascisme portugais, l'un des bastions du colonialisme le plus rétrograde vient de s'effondrer, libérant en même temps le peuple portugais et marquant ainsi un tournant historique de grande portée dans la nouvelle étape du processus de décolonisation.

142. Qu'il me soit donc permis de saluer avec une ferveur militante l'admission à l'Organisation de la République du Cap-Vert, de la République démocratique de São Tomé-et-Príncipe et de la République populaire du Mozambique. En souhaitant la bienvenue à ces peuples frères qui ont écrit de leur sang de glorieuses pages de la lutte de libération de l'Afrique, la délégation du Parti-Etat de Guinée voudrait les assurer une fois de plus de sa solidarité militante et rendre hommage, à travers eux, à la mémoire des héros Amílcar Cabral, fondateur du PAIGC, et Eduardo Mondlane, du FRELIMO.

143. Nous adressons nos chaleureuses félicitations au nouvel Etat de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'occasion de son accession à l'indépendance nationale et de son admission prochaine aux Nations Unies.

144. Profitant de l'occasion qui m'est offerte, je voudrais adresser les chaleureuses félicitations du Parti-Etat de Guinée et de ma délégation à la République démocratique du Viet Nam, à la République du Sud Viet Nam et au Cambodge pour l'éclatante victoire que leurs peuples viennent de remporter sur la plus grande puissance militaire du monde. Ces peuples héroïques de l'Indochine, par leur détermination et la foi en la justesse de leur cause, ont obligé les forces impérialistes les mieux équipées à abandonner leur pays, confirmant ainsi la thèse qu'une puissance, si forte soit-elle, ne saurait empêcher la marche triomphale, pour la conquête de son indépendance et de sa souveraineté, d'un peuple uni, organisé et décidé à vaincre. Cette double victoire militaire et politique qui a été saluée par tous les peuples épris de paix et de justice est une contribution inestimable à la réalisation des aspirations légitimes de tous les peuples opprimés.

145. Il est regrettable que l'attitude caractérisée par la rancœur d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les Etats-Unis, ait empêché l'admission aux Nations Unies de la République du Sud Viet Nam et de la République démocratique du Viet Nam. Ces deux pays, dont le peuple a consenti de lourds sacrifices pour la sauvegarde de son indépendance et de sa souveraineté nationales, pour la réalisation des idéaux de liberté et de paix dans le monde, pourraient, s'ils étaient admis à l'ONU, par leur expérience et leurs vertus, apporter une contribution de qualité à la réalisation des objectifs prescrits dans la Charte. L'écrasante majorité qui s'est exprimée récemment,

tant au Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée, en faveur de l'admission de ces deux pays à l'Organisation des Nations Unies, devrait amener les Etats-Unis à faire un sérieux examen de conscience pour reconsidérer leur attitude envers ces deux Etats et favoriser leur admission rapide à l'Organisation.

146. Si le rejet de la demande d'admission des deux valeureuses Républiques du Viet Nam a laissé une amertume à ma délégation, par contre, nous nous réjouissons de voir le siège du Cambodge occupé par les authentiques représentants du peuple cambodgien, une des heureuses conséquences de la victoire des peuples indochinois sur l'impérialisme et ses valets.

147. Si, au cours de la période écoulée, nous nous sommes félicités du succès remporté sur l'impérialisme international, nous restons préoccupés par le problème de la Corée où la division artificielle du pays par la présence de troupes étrangères dans la partie sud crée une situation menaçante pour la paix et la sécurité. Par ailleurs, les efforts de paix de la République populaire démocratique de Corée se heurtent à d'énormes obstacles du Gouvernement de Séoul encouragé en cela par des puissances extérieures.

148. C'est pourquoi, le Parti-Etat de Guinée soutient la République démocratique populaire de Corée dans sa juste revendication de mettre un terme à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Corée et pour l'accélération de la réunification pacifique du pays. Déjà, au cours des sessions précédentes, notre délégation s'était prononcée en faveur de la dissolution du Commandement des Nations Unies. Elle est persuadée qu'au cours des présents travaux l'Assemblée générale saura prendre des mesures pour la création de conditions favorables pour transformer l'armistice en une paix durable et accélérer, conformément au désir exprimé des deux côtés, la réunification du pays. Ma délégation reste convaincue que l'admission à l'heure actuelle de l'une des parties à l'Organisation des Nations Unies risquerait de compromettre à jamais les chances de cette réunification.

149. En plus de la situation dans la péninsule coréenne, d'autres foyers de tension non moins préoccupants pour la communauté internationale persistent au Moyen-Orient, à Chypre et en Afrique australe.

150. Au Moyen-Orient, l'Etat sioniste d'Israël continue non seulement à occuper illégalement des terres arabes, mais aussi à multiplier les agressions armées contre les Etats voisins. Pour la délégation du Parti-Etat de Guinée, l'état "ni paix ni guerre" qui règne au Moyen-Orient ne trouvera sa véritable solution qu'avec le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux et le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés. Dans ce cadre, la participation de l'OLP à tous les efforts tendant à aboutir à un règlement négocié du problème reste la condition *sine qua non* du succès de ce processus. Ma délégation exprime sa pleine solidarité avec la juste cause du peuple arabe, et en particulier avec l'OLP, représentant légitime du peuple palestinien en lutte pour la reconquête de sa patrie usurpée.

151. La persistance de la crise de Chypre constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Dans la recherche des voies qui devraient conduire à une solution juste et durable du problème, il serait souhaitable de tenir compte des dispositions de la

résolution 3212 (XXIX) qui insiste sur l'égalité des droits des communautés grecque et turque de l'île et le règlement concerté des problèmes constitutionnels, demande à tous les Etats de respecter l'indépendance, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre et de s'abstenir de tous actes et de toute intervention dirigés contre elle.

152. En vue d'aboutir en toute liberté à un règlement politique mutuellement acceptable, basé sur les droits fondamentaux et légitimes du peuple chypriote, nous encourageons les deux communautés à poursuivre les contacts et les négociations avec les bons offices du Secrétaire général.

153. En Afrique australe, malgré la recrudescence de la répression et les méthodes d'intimidation, les mouvements de libération de l'Azanie, du Zimbabwe et de la Namibie progressent dans leur lutte contre la politique et les pratiques inhumaines de l'*apartheid*. Avec la rupture de l'axe Pretoria-Lisbonne-Salisbury et les pressions de l'opinion publique sur son odieux régime, le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud prend davantage conscience, non seulement de sa vulnérabilité mais aussi du caractère de plus en plus intolérable de sa position. Le rejet à une majorité écrasante, lors de la vingt-neuvième session, des pouvoirs des représentants de Vorster, l'illustre éloquemment. Le désarroi des tenants de l'*apartheid* les amènera dès lors à une prétendue détente destinée à endormir la vigilance des dirigeants africains, à rechercher de nouveaux subterfuges pour mieux abuser des populations de la Namibie et de la majorité noire de l'Afrique du Sud.

154. Malgré une campagne de propagande des plus scandaleuses, animée de l'extérieur autour de la prétendue détente, le régime raciste de Pretoria vient de déclencher une vague de répression sanglante, de tortures inhumaines et d'arrestations arbitraires contre la population sud-africaine. Le dialogue tant prôné devra tout d'abord s'établir entre Vorster et les légitimes représentants du peuple, c'est-à-dire les mouvements de libération.

155. Usant d'arguments fallacieux, le Gouvernement sud-africain persiste dans son occupation illégale de la Namibie et dans l'imposition des bantoustans. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, la Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'entité unique.

156. La prétendue conférence constitutionnelle sur la Namibie, montée de toutes pièces par Vorster et celle qu'il a orchestrée avec son acolyte Ian Smith à Victoria Falls, en Rhodésie, sont des manœuvres pour renforcer la suprématie de la majorité blanche en Afrique australe. Le seul but que visent Vorster et Ian Smith est d'empêcher par tous les moyens que la majorité africaine accède au pouvoir dans ces pays, afin de perpétuer l'exploitation effrénée des ressources naturelles.

157. La délégation guinéenne espère qu'au Zimbabwe les mouvements de libération resteront vigilants pour déjouer toutes les manœuvres tendant à les diviser ou à les amener à proclamer un semblant de participation de la majorité africaine à un gouvernement fantoche.

158. Elle souhaite qu'après une longue période d'hésitation les Nations Unies prennent leurs responsabilités et se décident à mettre définitivement fin, en Afrique australe, à une situation qui contient les germes d'une conflagration.

159. Dans la même région, plus précisément en Angola, la situation intérieure instable créée par les affrontements, eux-mêmes provoqués et entretenus par le néo-colonialisme, constitue un obstacle sérieux à la réalisation de l'indépendance de ce pays. Mais grâce aux efforts appréciables que ne cesse de déployer le MPLA, expression authentique des intérêts des masses laborieuses, l'indépendance sera arrachée à l'échéance prévue, le 11 novembre 1975.

160. La situation aux Comores, Etat membre de l'OUA, reste préoccupante pour ma délégation, qui souhaite que la communauté internationale prenne des mesures appropriées pour préserver l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de ce pays.

161. La délégation de la République de Guinée apprécie l'effort de décolonisation dans diverses parties du monde et appuie tous les peuples qui luttent courageusement pour la réalisation de leurs droits inaliénables à l'autodétermination, l'indépendance et la souveraineté nationale : le prétendu Sahara espagnol, les Seychelles, la prétendue Somalie française, les îles du Pacifique, etc.

162. L'acuité du problème de développement et de coopération internationale a engagé, ces dernières années, les pays du tiers monde dans une bataille pour la liquidation de l'ancien ordre économique international. En effet, depuis la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le problème n'a cessé d'être au centre des préoccupations essentielles de la communauté internationale. Les évaluations qui ont été faites au cours de cette session ont permis d'adopter la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)], dont les modalités de mise en place et les principes de définition des structures ont été examinés par la septième session extraordinaire, qui vient de s'achever.

163. Les travaux de ces deux sessions ont prouvé la force de l'éveil et de l'unité des pays du tiers monde et, surtout, la conscience qu'ont les peuples de l'interdépendance du monde d'aujourd'hui. Il est particulièrement intéressant de noter que, devant les exigences du changement, de la refonte ou de la redéfinition du système économique international, les dogmes révolus et les anciennes notions du monde sont en train de s'effondrer. Les changements amorcés sont un processus irréversible caractérisé par un bouleversement révolutionnaire de l'ancien ordre, qui avait fini par consacrer la suprématie des grands, des puissants et des développés au détriment des petits, des faibles et des sous-équipés.

164. La septième session extraordinaire, caractérisée par la volonté de tous les Etats d'arriver à des conclusions positives, quoique n'ayant pas donné entièrement satisfaction, a permis d'adopter des mesures concrètes dans les domaines du commerce international, du transfert des ressources réelles, de la technique et de la technologie, de la réforme monétaire, de l'industrialisation, de l'alimentation et de l'agriculture, etc., mesures qui, nous osons l'espérer,

marqueront le début d'une ère nouvelle dans la coopération économique internationale fondée sur une interdépendance plus prononcée et plus équitable de l'humanité.

165. En tout état de cause, c'est nous, pays en développement, qui devons aider les pays industrialisés à coopérer plus loyalement avec nous en détruisant ou en redéfinissant le présent ordre économique international conformément aux concepts nouveaux et à la nouvelle conjoncture. Car, comme le dit le président Ahmed Sékou Touré :

“Il n'est pas du tout fatal qu'il y ait ce qu'on appelle pudiquement : détérioration des termes de l'échange. Il s'agit de la normale évolution d'un système voulu et qui est franchement mauvais. Il n'est absolument pas normal que les pays en développement, propriétaires légitimes d'immenses ressources minérales et énergétiques et de toutes autres ressources arrachées à leur économie, sur l'exploitation desquelles a été fondée la prospérité des pays nantis, soient maintenus dans l'indigence, bien que bénéficiant officiellement d'assistance technique et matérielle. Le système est mauvais : c'est certain; il faut donc rompre délibérément et au plus tôt avec lui.”

166. C'est dans cette optique qu'il faut situer et comprendre l'action, ou plutôt la réaction des pays en développement producteurs de matières premières. La décision prise par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole [OPEP], loin d'être un acte d'hostilité contre les puissances capitalistes, grandes consommatrices d'hydrocarbures, constitue, dans sa signification profonde, le premier acte de modification radicale d'une situation, de liquidation d'un système qui, s'il persistait, ne pourrait aboutir qu'à un affrontement brutal entre pays lésés et pays bénéficiaires de l'iniquité, affrontement qui engloutirait également ces derniers.

167. Nous sommes convaincus que les mesures prises lors des deux sessions extraordinaires contribuent à rendre les échanges économiques et commerciaux égaux entre nations et à promouvoir une coopération internationale de nature à assurer le bien-être et le progrès de tous les peuples. Ces nobles objectifs, le progrès économique et social de l'humanité, connaîtraient un puissant essor s'il était mis fin à la course effrénée aux armements et si toutes les puissances nucléaires s'engageaient sincèrement sur la voie d'un désarmement général et complet. Qu'elles se décident donc à libérer les énormes sommes d'argent qu'elles gaspillent pour la recherche et la mise au point de nouvelles armes, pour aider l'humanité à vaincre le sous-développement.

168. D'heureuses mutations dans les domaines politique, économique, social et culturel, intervenues au cours des 30 années d'existence des Nations Unies, ont modifié profondément la physionomie de la communauté internationale. Conçue par une cinquantaine de pays, la Charte des Nations Unies, signée à San Francisco, requiert une adaptation aux exigences des nouvelles réalités; la nécessité de la révision de la Charte et de la restructuration de l'Organisation s'impose.

169. Le Gouvernement de la République de Guinée pense que le moment est venu de reconsidérer les

structures de certains organes de l'Organisation, notamment le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social. Le Conseil de sécurité, dont la responsabilité est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, demeure l'instrument des grandes puissances qui détiennent le droit de veto, dont l'usage déloyal a été plus d'une fois dénoncé par notre délégation. Le critère même que confère ce droit aux membres permanents du Conseil de sécurité n'est plus de mise. La persistance même de ces sièges permanents ne saurait plus se justifier après 30 années d'existence de l'Organisation. C'est pourquoi ma délégation, dans le but de renforcer les bases des Nations Unies, reprend sa proposition du suppression du droit de veto.

170. En raison de l'importance que revêtent les questions économiques et sociales, il serait souhaitable que le mécanisme de fonctionnement du Conseil économique et social soit redéfini, afin de le rendre plus efficace pour le rôle primordial qui lui revient dans le cadre de l'établissement du nouvel ordre économique international.

171. La République de Guinée est fermement attachée aux nobles idéaux définis dans la Charte; c'est pourquoi elle manifeste sa volonté de participer, de manière consciente et responsable, au renforcement des Nations Unies, à l'établissement des liens d'amitié et de coopération entre elle et tous les peuples du monde, sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale. C'est dans cet esprit qu'elle se félicite de la normalisation de ses rapports avec la France et la République fédérale d'Allemagne.

172. Une des tâches prioritaires de la communauté internationale et des Etats s'articule autour de la nécessité de trouver un terrain favorable à l'élaboration et à la signature d'une convention régissant le statut spécifique du régime des fonds marins. En effet, au cours des trois dernières sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la nécessité de l'élaboration d'un instrument universel a été reconnue. Ma délégation regrette que l'attitude de certaines puissances n'ait pas permis de sortir de l'impasse résultant de la non-reconnaissance par celles-ci de la souveraineté des Etats sur leur espace et leurs ressources maritimes.

173. Au cours des sessions de la Conférence tenues à Caracas, à New York, comme à Genève, la délégation de la République de Guinée a clairement défini que son pays n'entendait pas réduire d'un millimètre la limite de mer territoriale, qui inclut bien entendu la zone économique. S'agissant de cette zone, nous respectons le principe de la liberté de navigation pour les personnes physiques et morales des autres nations, et aussi la pose des pipelines et des câbles sous-marins, au cas où les intéressés en solliciteraient l'autorisation conformément à la réglementation internationale en vigueur.

174. La participation de la femme à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et pour l'indépendance, le progrès et la paix, est déterminante. La proclamation de 1975 Année internationale de la femme est la reconnaissance de ce rôle et un pas vers la liquidation de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, discrimination qui porte une atteinte sérieuse à la dignité humaine et constitue une violation flagrante des droits de l'homme. La

promotion de la femme n'est pas la fabrication de la bonne conscience d'une société qui se repent; elle ne saurait être un problème à poser sous l'angle du sexe, mais sous celui de la dignité humaine.

175. Nous devons donc nous débarrasser de toutes les causes de l'injustice sociale, de l'indignité, de l'exploitation, de l'oppression, de l'inégalité. Pour ce faire, il faut que les sociétés soient fondées sur des bases démocratiques et dynamiques, que les rapports sociaux favorisent l'égalité sociale, enfin que les principes et les méthodes permettent à tout un chacun, quel que soit son sexe, de participer, en fonction de ses seules capacités, à la gestion et aussi à la direction des affaires publiques de sa nation, vers l'avenir heureux de la société universelle. Ainsi, le niveau de développement, les réalisations scientifiques, techniques et économiques et les réalités nouvelles du monde militent en faveur de l'intégration totale de la femme à la vie politique, sociale et culturelle.

176. La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico, en juin et juillet, a adopté des mesures tendant à accélérer ce processus d'intégration. De l'application des décisions de cette conférence au niveau national, régional et international, dépendra le succès de l'amélioration de la condition de la femme, partant, de la société. La délégation guinéenne se félicite des résultats encourageants de la Conférence mondiale de Mexico et réaffirme le soutien sans réserve de son gouvernement au Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme⁸ et à la Déclaration finale de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix⁹.

177. La délégation guinéenne formule le vœu que les travaux de cette session, qui coïncide avec le trentième anniversaire des Nations Unies, soient couronnés de succès et consacrent l'avènement d'un monde de justice et de paix.

178. M. FACIO (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : Nous joignons nos félicitations à celles, très nombreuses, qu'a déjà reçues le premier ministre Thorn à l'occasion de son élection méritée à la présidence de la trentième session de l'Assemblée générale. Nous connaissons ses talents diplomatiques et sa grande expérience parlementaire. Son passé en tant que chef politique d'une nation démocratique, le Luxembourg, où le pluralisme politique interne est effectif et où le libre jeu des opinions diverses est respecté, constitue la meilleure garantie quant à la façon appropriée avec laquelle M. Thorn s'acquittera de ses éminentes fonctions.

179. Nous tenons également à féliciter le Secrétaire général pour son brillant rapport sur l'activité de l'Organisation [A/10001 et Add.1]. Les considérations profondes qu'il énonce dans l'introduction nous ont incités à la réflexion. Nous estimons qu'elles devraient constituer un guide très important pour les délibérations de cette assemblée.

180. Le Costa Rica a été l'un des 51 pays fondateurs des Nations Unies. Au cours des 30 années de l'existence de l'Organisation, le Costa Rica est demeuré fidèle à ses principes et à ses objectifs. Aujourd'hui, comme hier, nous estimons que notre organisation fournit les meilleures possibilités pour que la com-

munauté nationale puisse maintenir la paix, réduire l'immense danger que constituent actuellement les armements et rendre possibles les modifications indispensables dans les relations économiques et sociales entre les Etats, de manière que ces modifications se fassent d'une façon pacifique et constructive.

181. Pour cette raison, mon pays ne se décourage pas lorsque l'Organisation échoue dans la réalisation immédiate de certains de ses objectifs. Pour ce même motif, nous louons ses succès répétés et ma délégation s'efforce d'apporter sa contribution au renforcement des Nations Unies. Nous pensons que la meilleure manière de renforcer l'Organisation est de faire en sorte que cette assemblée, de même que le Conseil de sécurité, deviennent des forums centraux où s'harmonisent les politiques nationales de ses 142 Membres.

182. L'accent doit être mis sur l'harmonisation, car une politique de coexistence internationale qui applique dans la pratique quotidienne les principes de la Charte ne peut se réaliser par l'imposition dogmatique des thèses appuyées par une majorité temporaire contre une minorité également temporaire. Le renforcement d'une assemblée telle que la nôtre, à laquelle participent tant de Membres, doit se consacrer au dialogue et à la négociation.

183. L'affrontement constant est le plus grand obstacle à l'efficacité de l'Assemblée générale. Il met en évidence l'incapacité de ses membres pour la compréhension des différentes positions et pour la négociation indispensable afin d'arriver au commun dénominateur ouvrant la voie à l'action collective efficace.

184. Pour réaliser le renforcement véritable de l'Assemblée, il n'est pas constructif de dire que les chefs des majorités automatiques d'hier constituent maintenant la minorité, car lorsque la majorité imposait automatiquement ses décisions à la minorité d'hier, l'Assemblée ne fonctionnait pas non plus de manière efficace. En conséquence, il n'est nullement justifié de continuer à utiliser un système qui s'est avéré inefficace, simplement pour se venger de ceux qui, auparavant, constituaient la majorité. Dans un tel cas, nous serions tous perdants, en particulier les représentants des pays petits et moyens pour lesquels le renforcement de l'Assemblée offre les meilleures possibilités de construire un système international où les décisions importantes sont prises avec notre participation, et non d'une manière isolée dans les centres où se trouve le pouvoir politique et militaire.

185. Cette attitude de revanche serait actuellement encore plus inutile et moins justifiable, car l'expérience de la septième session extraordinaire nous a démontré qu'il est possible de faire fonctionner l'Assemblée générale d'une manière fructueuse, au moyen d'un consensus qui soit le produit d'un dialogue vigoureux et d'une négociation intelligente. Bien que toute l'humanité profite de tous les accords qui visent à établir un nouvel ordre économique international, il n'y a aucun doute que lorsque nous mettrons celui-ci en pratique, ceux qui retireront le plus d'avantages de ce consensus seront les pays en développement qui, jusqu'à présent, étaient victimes du système en vigueur.

186. Les votes où s'impose le pouvoir numérique d'une majorité temporaire tendent à attirer l'attention de l'Assemblée sur le désaccord existant entre les

divers groupes. En revanche, le consensus concentre l'accent de notre instance sur ce qu'il est possible de réaliser pour résoudre un problème commun, même si l'accord n'intervient pas quant aux moyens d'y parvenir.

187. Le simple fait d'adopter, à une majorité qui est toujours temporaire, des résolutions dont on sait bien qu'elles ne seront pas appliquées, affaiblit l'Assemblée et réduit la crédibilité de toute l'Organisation. Il est préférable de renoncer à une satisfaction relative d'imposer par la majorité une thèse controversée qui ne sera pas appliquée, et de continuer plutôt de négocier jusqu'à ce que l'on parvienne à une formule de consensus qui garantisse son application.

188. Bien qu'on ne puisse pas toujours éliminer les votes, surtout dans les questions de procédure, il est indispensable de faire prévaloir la technique du consensus si nous voulons renforcer l'Assemblée. L'objectif doit être l'acceptation générale anticipée, active ou passive, de ce que l'Assemblée se propose de réaliser.

189. Nous ne devons pas oublier que, par l'intermédiaire des 142 Membres qui composent l'Assemblée, des civilisations, des cultures, des philosophies et des réalités vitales très diverses sont représentées ici. La survie et le succès des Nations Unies dépendent de la capacité de cette assemblée de les comprendre dans leur contexte historique et d'absorber ce que chacun apporte de valable, sans jamais vouloir mettre fin à cette pluralité, mais plutôt en la respectant toujours, il est possible de trouver quel est le point commun entre les différentes idées et de les transformer en une action collective pour réaliser la paix, la justice et le bien-être de toute l'humanité.

190. La technique du consensus ne signifie pas, bien sûr, l'élimination du débat. Au contraire, l'exposition des thèses diverses est indispensable pour entamer ensuite un processus de négociations. Ceux qui se trouvent dans une position privilégiée ont l'habitude de considérer avec mépris comme rhétorique divergente, ce qui en fait, n'est que l'expression d'une rébellion face à des situations injustes. Mais l'expérience démontre que la dénonciation violente de ce qui est injuste est indispensable. Ceux qui bénéficient du *statu quo*, acceptent rarement des modifications qui ne sont pas précédées de demandes énergiquement formulées par les victimes. Ce n'est que lorsqu'ils ont la conviction qu'il est dangereux de maintenir une situation qui est devenue explosive du fait des protestations de ceux qui en souffrent que les privilégiés sont prêts à discuter de formules correctives.

191. Une fois de plus, le résultat fécond de la septième session extraordinaire nous donne un exemple pratique de ce que je viens d'affirmer. Sans les protestations réitérées, chaque jour plus violentes, des pays du tiers monde contre l'ordre économique international en vigueur, jamais on n'aurait pu faire en sorte que les nations riches prêtent attention aux problèmes de la pauvreté de la majorité de l'humanité. On aurait encore moins pu faire en sorte que les pays industrialisés acceptent enfin de négocier des formules pour améliorer la situation des nations en développement.

192. De plus, s'il n'y avait pas eu la hausse des prix du pétrole, à la suite de l'action concertée de l'OPEP, il n'aurait pas été aussi facile de parvenir au consensus

grâce auquel l'Assemblée, à la fin de sa septième session extraordinaire, a adopté la résolution sur le développement et la coopération économique internationale [résolution 3362 (S-VII)].

193. Car la décision de l'OPEP, non seulement a mis en danger les finances des pays hautement industrialisés mais a constitué un défi à l'ordre économique international. En vertu de cet ordre, les pays industrialisés étaient accoutumés à avoir une influence décisive, par le contrôle qu'ils avaient des leviers du monde économique, des prix des produits de base provenant de nos pays et des prix des biens et services que les pays du tiers monde devaient leur acheter.

194. Maintenant, pour la première fois dans l'histoire du monde moderne, un groupe de pays libérés des centres majeurs du pouvoir politique et militaire — tels que les pays de l'OPEP — ont pris une décision qui affecte fondamentalement les prix des matières premières de base, et ce malgré la volonté de ceux qui jusqu'à présent dominaient le commerce international.

195. Cette décision a montré clairement qu'il n'y a aucune raison de perpétuer la dépendance dans laquelle les pays du tiers monde ont vécu en ce qui concerne les domaines de la vente et de la commercialisation des produits de base. Elle a montré que cette dépendance pouvait à jamais être bannie si les pays en développement agissaient de façon coordonnée et avec fermeté dans la défense de leurs intérêts. C'est pourquoi tous les pays du tiers monde ont appuyé la décision de l'OPEP, bien qu'un bon nombre d'entre eux, comme le Costa Rica qui n'ont pas la chance d'être producteurs de pétrole, aient été affectés par la hausse vertigineuse des prix de cette matière.

196. Mais je profite pour dire que l'OPEP ne doit pas penser qu'elle pourra toujours trouver un appui concernant les augmentations de prix qu'elle pourrait décider, y compris l'augmentation de 10 p. 100 qui a été appliquée hier — particulièrement depuis que la majorité des membres de l'OPEP semblent avoir oublié leur solidarité à l'égard des nations du tiers monde. Cependant, nous espérons encore que les pays récemment devenus riches grâce à leurs exportations de pétrole donneront des preuves tangibles de leur intention d'utiliser leurs ressources croissantes pour le financement d'un système de coopération économique qui, par son ampleur, sera totalement différent de celui établi par les nations hautement industrialisées.

197. Comme j'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques jours devant le Conseil de sécurité, le Costa Rica souhaite que tous les Etats indépendants du monde deviennent Membres des Nations Unies. L'universalité est une notion essentielle pour que l'Organisation soit réellement représentative de la communauté internationale. Et c'est précisément parce que nous avons foi en elle, que nous pensons qu'il n'est pas seulement souhaitable mais absolument nécessaire que tous les Etats ayant des différends entre eux puissent entrer et demeurer à l'ONU.

198. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes montrés favorables depuis de nombreuses années — et non pas seulement récemment — à l'admission des deux Etats entre lesquels la nation vietnamienne

a été divisée. Nous n'avons émis aucune objection à l'admission du Sud Viet Nam lorsqu'il avait une orientation capitaliste et lorsqu'il était en guerre avec le Nord Viet Nam procommuniste. Et bien entendu, nous n'émettons pas plus d'objection aujourd'hui, alors que les deux Etats ont la même organisation socialiste de nature totalitaire et alors que ceux qui étaient contre leur entrée simultanée sont maintenant devenus leurs plus ardents défenseurs.

199. Nous pensons que l'application sans discrimination du principe de l'universalité est conforme au critère selon lequel le pluralisme idéologique et politique est indispensable à la coexistence pacifique que nous appuyons tous. Si l'on n'accepte pas le droit de chaque Etat d'adopter le système politique et économique qui, de l'avis de son gouvernement, est, *de jure* ou *de facto*, le plus approprié aux faits historiques, on viole le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'une autre Etat. Sans le respect de ce principe, l'harmonie internationale est inconcevable.

200. Pour les mêmes raisons, nous avons toujours été en faveur de l'admission aux Nations Unies des deux Etats entre lesquels la nation coréenne a été divisée. Nous estimons inacceptable l'argument selon lequel l'admission des deux Etats constituerait un obstacle à leur éventuelle unification. Ma délégation estime que, bien au contraire, la présence de représentants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud dans toutes les instances de l'Organisation faciliterait leurs contacts et permettrait à la communauté internationale d'exercer une influence modératrice dans le but de trouver une formule qui permettrait de vaincre les obstacles qui empêchent aujourd'hui la réunification du peuple coréen.

201. Le fait que la Corée du Nord ne souhaite pas devenir maintenant Membre des Nations Unies n'est pas une raison pertinente pour empêcher l'admission de la Corée du Sud qui, elle, désire y entrer. C'est pourquoi j'ai déclaré au Conseil de sécurité que le fait de ne pas vouloir inscrire à l'ordre du jour la demande d'admission de la République de Corée constituait un acte discriminatoire totalement incompatible avec le principe de l'universalité.

202. Au-delà de cette attitude, il n'est pas difficile de voir les raisons véritables de nombre de délégations. Leur refus de reconnaître l'existence même de la République de Corée, tandis qu'elles apportent leur appui total à la République populaire démocratique de Corée, représente une dangereuse tendance à utiliser le pluralisme idéologique et politique simplement lorsqu'il convient à un socialisme de nature totalitaire et à rejeter ce pluralisme lorsqu'il s'applique à des Etats qui sont considérés de façon méprisante comme des satellites de l'impérialisme capitaliste.

203. Cela nous permet de placer dans sa véritable perspective le point intitulé "Question de Corée". Cette question est inscrite à l'ordre du jour de chaque session de l'Assemblée générale depuis 28 ans.

204. Comme nous le savons tous, un armistice est, par définition fondamentale, un accord militaire temporaire suspendant les hostilités pendant que l'on négocie un traité de paix entre les belligérants.

205. Malheureusement, le caractère temporaire de l'armistice qui avait mis fin à la guerre tragique de

Corée s'est prolongé pendant plus de 22 ans et il semble que cette situation se prolongera encore pendant de nombreuses années, car l'Organisation ne peut, si elle agit de façon responsable, mettre de côté un instrument signé par le Commandant en chef des forces des Nations Unies comme seul représentant de l'une des parties belligérantes jusqu'à ce que l'on soit parvenu à un règlement pacifique de ce conflit.

206. La division de la nation coréenne en deux Etats, appuyés chacun par les parties qui se trouvaient opposées pendant la guerre froide, n'a jamais été acceptée par le vaillant peuple de Corée. La tentative faite en vue de réaliser la réunification par la force a déclenché la guerre sanglante de 1950. A l'issue de ce conflit, les deux Etats ont continué de proclamer leur ferme décision de réaliser la réunification de leur nation sous un seul gouvernement. Cette aspiration a été soutenue par cette instance. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée générale, au cours de sa vingthuitième session, a appris avec tant de plaisir que les deux parties avaient entamé des conversations pour réaliser leur réunification de façon pacifique. Et c'est pourquoi nous sommes aujourd'hui découragés par le fait que ces conversations non seulement n'ont pas progressé, mais, bien au contraire, ont conduit à une tension croissante.

207. Ma délégation est d'avis que les Nations Unies doivent prêter leur assistance pour que l'on arrive à une solution de la question de Corée, conformément aux objectifs et principes de la Charte.

208. Dans l'exercice de cette assistance, les Nations Unies doivent tenir compte du fait que le principe fondamental de l'autodétermination doit être appliqué exclusivement par le peuple coréen. Mais la question qui se pose est de savoir ce que veut véritablement le peuple, ou, du moins, ce que préfère vraiment une majorité qui s'engagerait à respecter les opinions de la minorité. Jusqu'à présent, aucune autre formule authentique pour consulter la volonté populaire n'a été trouvée en dehors du suffrage libre. Comme cette question concerne deux Etats reconnus par un nombre croissant des membres de la communauté internationale, la consultation populaire ne peut pas être remise à l'arbitrage de l'un d'eux. Une telle consultation exige un contrôle de tout le processus de la part de l'Organisation.

209. C'est là où réside le véritable problème, parce que beaucoup de gouvernements n'ont pas foi dans la consultation populaire. J'avoue que pour ceux qui ont vécu dans le cadre d'un régime populaire représentatif, il est très difficile de comprendre cette position, car si la souveraineté réside dans le peuple — et ceci est admis par tous sans discussion — nous ne pouvons pas comprendre comment un homme ou un groupe peut légitimement s'arroger le droit à la représentation sans consultation populaire préalable. Pour nous autres, je le répète, la seule façon de savoir quelle est l'opinion d'un peuple est de le consulter par le moyen du suffrage libre.

210. Toute autre manière de représenter la volonté populaire part d'une hypothèse qui, pour nous autres, démocrates, est très difficile à accepter : celle qui voudrait que le peuple n'ait pas une sagesse suffisante pour choisir sa voie propre, et que, pour cette raison le choix ne puisse reposer que sur un homme ou un

groupe qui, de ce fait, se désigne comme l'interprète de la volonté populaire.

211. Pour parvenir à l'idéal de la réunion pacifique de la Corée sur la base de l'exercice véritable de l'autodétermination du peuple coréen, il est nécessaire de maintenir en vigueur l'armistice, qui évite de nouveaux heurts militaires, et d'établir par tous les moyens possibles un dialogue constructif entre les représentants des Etats intéressés.

212. Comme moyen d'accroître la participation des deux gouvernements coréens dans la décision des affaires qui les touchent directement, nous pensons opportun de mettre fin au mandat des Nations Unies en Corée. Mais pour arriver à cette fin, il est indispensable qu'avant que les parties directement intéressées adoptent les mesures appropriées, la disparition du mandat militaire de notre organisation n'altère pas fondamentalement le fonctionnement de l'armistice.

213. C'est pourquoi nous nous sommes portés coauteurs du projet de résolution A/10142 et Add.1 à 7, dont l'Assemblée est actuellement saisie.

214. Pour l'essentiel, ma délégation ne verrait pas d'inconvénient à appuyer en substance le projet de résolution A/10191 et Add.1 à 3, si l'on donne des garanties que l'on n'utilisera pas la force pour l'unification de la Corée et que la forme et l'orientation politique de l'Etat coréen unifié devront être choisies exclusivement et directement par le peuple de la péninsule, au moyen d'élections libres sous un contrôle international.

215. Le conflit du Moyen-Orient a obscurci pendant de nombreuses décennies le panorama de la paix dans le monde. Pour cette raison, il a fait l'objet de l'attention constante des Nations Unies. Les accords partiels qui ont maintenant été réalisés revêtaient le caractère de mesures d'urgence destinées à mettre fin aux hostilités. A présent, un accord a été réalisé pour la première fois entre Israël et un pays arabe voisin, accord qui n'a pas été précédé d'une lutte armée. L'engagement que viennent de signer l'Egypte et Israël pour une nouvelle séparation de troupes dans le Sinaï est le produit d'un dialogue commencé avant — et non après — un affrontement militaire.

216. Cet accord revêt une importance beaucoup plus grande que ses effets concrets pourraient le laisser entendre. Israël et l'Egypte ont démontré que la négociation directe entre les parties belligérantes de la région était possible. Ceci constitue un progrès notable, étant donné l'attitude négative des Etats arabes à s'asseoir pour discuter avec les représentants de l'Etat israélien des problèmes dont ils n'avaient jamais voulu admettre l'existence. On peut maintenant apprécier le fruit de la négociation directe, qui n'a aucun substitut comme moyen de trouver une solution pacifique au conflit. Ma délégation espère que cet exemple poussera les autres parties belligérantes à négocier directement avec leur voisin des accords qui permettront de réaliser dans un avenir proche la paix définitive.

217. Je tiens à exprimer l'admiration du Costa Rica devant la valeur et la vision d'hommes d'Etat comme le Président de l'Egypte, M. Sadat et le Premier Ministre d'Israël, M. Rabin, lorsqu'ils ont mis sur pied cet accord. Je désire adresser également mes félicitations

au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, dont la persévérance et l'habileté diplomatique extraordinaire ont été un facteur si important de la négociation de cet accord.

218. Bien sûr, l'accord sur le Sinaï n'est qu'un premier pas dans la longue voie qu'il faut encore parcourir pour trouver une solution au conflit du Moyen-Orient. Il reste toutefois à résoudre des questions extrêmement difficiles, comme, premièrement, celle de la sécurité de l'Etat d'Israël dans le cadre de frontières qui ne pourront être définitives que lorsqu'elles seront reconnues par ses voisins dans un traité de paix; deuxièmement, celle du retrait des troupes israéliennes des territoires occupés pendant la guerre de 1967; et troisièmement, celle de la reconnaissance et l'application pratique des droits légitimes du peuple palestinien, qui comprennent celui de vivre en paix dans un Etat qui lui soit propre.

219. Ma délégation estime que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, complétée par la résolution 338 (1973) du Conseil, contiennent tous les éléments nécessaires pour la solution de ces problèmes. La difficulté découle du fait que leur application est compromise par ceux qui prétendent détruire leur équilibre harmonieux, par l'application immédiate des paragraphes de ces résolutions lorsqu'ils leur conviennent, et par le renvoi indéfini de la mise en œuvre de ceux qui ne les satisfont pas.

220. Je crois que cette impasse ne pourra être écartée que lorsque toutes les parties au conflit feront preuve de la même résolution, de la même persévérance et de la même souplesse dont l'Egypte et Israël ont témoigné dans la négociation directe de l'accord de séparation des forces dans le Sinaï, accord qui a fait à juste titre l'objet de tant d'applaudissements de la part de cette assemblée.

221. Deux décisions importantes, prises toutes deux au cours de réunions tenues au mois de juillet 1975 dans la capitale de mon pays, montrent le désir des intéressés de fortifier le système interaméricain, qui permet de réaliser sur le plan régional les objectifs des Nations Unies. L'une concerne la réforme du Traité interaméricain d'assistance réciproque [TIAR], de 1947, et l'autre a trait à la suppression des sanctions qui, depuis 1964, avaient été imposées à la République de Cuba.

222. Le Traité interaméricain d'assistance réciproque n'est pas, comme son nom l'indique, une alliance militaire et n'a pas été conçu pour retirer des avantages d'Etats qui n'en font pas partie. C'est fondamentalement un pacte pour la défense solidaire d'un Etat partie qui serait victime d'une agression venant du continent ou provoquée depuis l'extérieur du continent. Le Costa Rica estime que le Traité est le meilleur instrument de défense nationale, et nous comptons sur celui-ci, puisque nous avons décidé en 1948 de supprimer nos forces armées.

223. Ceci nous a conduits à coopérer avec enthousiasme à la réforme du texte non seulement pour l'adapter aux nouvelles conditions de la politique interaméricaine, mais pour éviter des interprétations déformées et dangereuses, comme cela s'était passé dans le cas de Cuba.

224. Le nouveau texte, approuvé à San José, ne donne pas la possibilité à l'organisme de consultation

qui administre le Traité d'appliquer des sanctions à un Etat, à moins que ce ne soit pour des faits graves qui constituent une véritable agression, conformément à la définition adoptée par les Nations Unies.

225. Pour cette raison, l'organisme de consultation ne pourra pas dans l'avenir décider qu'une définition idéologique déterminée ou une forme hétérodoxe d'organisation politique adoptée par un gouvernement d'Amérique pourra être qualifiée d'agression affectent la paix de l'Amérique, et justifiant par conséquent une action de pacification ou l'imposition de sanctions.

226. Les mesures adoptées contre Cuba, dans une application très discutable du Traité, ont en fait été un produit de la guerre froide, qui est maintenant en voie de complète disparition. Leur maintien pendant plus de 11 ans en avait fait des mesures anachroniques et avait créé une source de discordes au sein de la famille interaméricaine.

227. C'est pourquoi le Costa Rica a fait en sorte que la propre organisation de consultation qui avait décrété en 1964 l'interdiction pour les Etats membres l'OEA de maintenir des relations diplomatiques, consulaires et commerciales avec Cuba, les a maintenant rendues sans effet.

228. Cet objectif s'est enfin réalisé pendant la seizième réunion consultative des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OEA, tenue à San José le 29 juillet 1975.

229. Le Gouvernement du Costa Rica a l'espoir qu'avec l'élimination de cette source d'irritations dans les relations interaméricaines on pourra créer un climat plus propre à permettre aux efforts déployés par le système interaméricain de se mieux consacrer à l'amélioration des conditions de vie de notre peuple.

230. Il est encore une question extrêmement irritante, toujours en suspens, à propos des relations interaméricaines : la Convention isthmique de 1903¹⁰ est toujours en vigueur. Tant que le Panama n'aura pas recouvré le plein exercice de sa souveraineté sur tout le territoire de la République, tant que sera maintenue une enclave coloniale inconcevable au cœur même de cette nation sœur, les pays latino-américains ne pourront se débarrasser de la crainte que leur cause la présence d'une superpuissance dans le concert interaméricain.

231. La négociation d'un nouveau traité sur le canal, qui reconnaîtrait les justes aspirations du Panama est devenue une mise à l'épreuve décisive de la sincérité de la politique interaméricaine des Etats-Unis. La cause du Panama ne concerne pas le Panama seulement. De par sa nature, elle est devenue la cause de toute l'Amérique latine.

232. La paix et la sécurité par le désarmement ont constitué les objectifs principaux des fondateurs des Nations Unies. Hélas, jusqu'à présent, rien de réel n'a été fait, non seulement en ce qui concerne le désarmement des Etats Membres, mais ne serait-ce qu'en ce qui concerne la limitation de la course aux armements.

233. Dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général critique sévèrement cette situation. Il signale, avec découragement, comment, dans un monde toujours plus préoccupé par les problèmes de justice sociale et de développement

économique, les dépenses totales en armement ont dépassé le chiffre de 300 milliards de dollars par an.

234. Le trafic international des armes s'est transformé en un commerce malheureusement lucratif, qui dépasse les 20 milliards de dollars par an.

235. Il n'y a pas que les grandes puissances qui soient engagées dans cette course aux armements. Des Etats, petits et moyens, gaspillent des ressources qu'ils devraient consacrer à la solution de leurs graves problèmes internes pour acquérir des armements qu'ils n'utilisent, la plupart du temps, que pour soumettre leur propre peuple.

236. Le Secrétaire général a eu raison, pour le trentième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies, de lancer un appel aux nations, grandes et petites, pour que chacune d'elles donne des preuves de modération dans l'acquisition d'armements, et pour qu'elles intensifient en même temps leurs efforts pour négocier des accords en vue du désarmement.

237. J'ai la satisfaction de déclarer que le Costa Rica a entendu et mis en pratique l'appel du Secrétaire général. Depuis 1948, mon pays n'a plus de forces armées, de sorte qu'il ne dépense pas un centime en instruments de guerre.

238. Pour le Costa Rica, les objectifs du désarmement ou, tout au moins, les objectifs de la limitation des armements, sont clairs. Le premier, c'est d'assurer la paix grâce à l'élimination ou à la limitation d'éléments qui n'ont d'autre objectif que la guerre. Le deuxième, c'est de libérer des ressources pour augmenter la coopération économique et sociale.

239. A l'heure actuelle, les crédits des pays développés destinés à des fins militaires sont quelque 20 fois supérieurs aux crédits consacrés à l'aide au développement. En 1973, par exemple, les pays développés ont consacré 6,6 p. 100 de leur produit national brut à des dépenses militaires, tandis qu'ils ne contribuaient que par 0,26 p. 100 à l'assistance au développement.

240. Si les grandes puissances consacraient 1 p. 100 des ressources qu'elles destinent à des dépenses militaires à la coopération économique internationale, cela libérerait plus de 2 milliards de dollars qui pourraient aller à l'aide des peuples qui luttent pour sortir de la misère. Cela représenterait une augmentation de 20 p. 100 par rapport à ce qui est consacré à l'heure actuelle à ce noble objectif.

241. Pour les raisons que je viens d'exposer, ma délégation a appuyé et continuera d'appuyer toutes les mesures qui seront proposées en cette assemblée visant à réduire les dépenses militaires et à favoriser le désarmement. Nous tenons les propositions qui sont faites pour ce qu'elles prétendent être : nous refusons d'attribuer à ces projets des intentions de propagande; nous refusons d'y voir des tentatives pour prendre une position avantageuse pour la course aux armements, comme l'objectent d'autres délégations plus soupçonneuses ou moins intéressées à la solution du problème.

242. Pour exprimer en une phrase toute l'importance que nous attachons à cette question de désarmement, je veux terminer mon intervention en déclarant que, pour le Costa Rica, la question du désarmement

justifie à elle seule l'existence même de l'Organisation mondiale.

243. M. FRANCK (République centrafricaine) : Au nom de M. Jean-Bedel Bokassa, président à vie, maréchal de la République centrafricaine et président à vie du Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire [MESAN], notre grand parti national unique, au nom du peuple centrafricain et au nom de la délégation que j'ai l'honneur de conduire, qu'on me permette d'adresser au Président nos félicitations les plus sincères pour sa brillante élection à la présidence de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale. En effet, les Etats représentés à cette assemblée jubilaire ont tenu, en confiant au Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Luxembourg la charge de diriger nos travaux, à rendre un hommage particulièrement mérité à ses grandes qualités d'homme d'Etat et à témoigner, par la même occasion, leur reconnaissance à son beau pays, qui a toujours déployé des efforts remarquables en faveur de l'Organisation, l'assurant ainsi de son appui pour l'instauration d'une paix durable, de la sécurité et du bien-être de tous les humains vivant sur notre planète. Mon pays, la République centrafricaine, se réjouit de ce choix, étant donné les relations d'amitié et de coopération qui le lient au Luxembourg, dans le cadre de la Communauté économique européenne.

244. Nous tenons à associer à cet hommage les vice-présidents et les autres membres du Bureau.

245. Ma délégation voudrait également saisir cette occasion pour adresser, de la manière la plus solennelle, ses fraternelles et sincères félicitations à M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire, qui a présidé successivement la vingt-neuvième session et la septième session extraordinaire. Grâce à sa compétence, son courage, son dynamisme et son intégrité, ce digne fils d'Afrique a su instaurer pendant nos débats un dialogue où a prévalu l'esprit de franchise, de concertation et de coopération.

246. Par ailleurs, nous rendons un grand hommage et témoignons notre gratitude au Secrétaire général qui, avec son personnel, se dépense sans compter pour donner à l'Organisation toute la vitalité nécessaire en vue d'atteindre ses nobles objectifs.

247. Il y a 30 ans exactement, le 25 juin 1945, à l'issue d'une guerre meurtrière qui a mis en péril l'équilibre du monde, des hommes de bonne volonté, réunis à San Francisco, fondaient l'Organisation qui succédait ainsi à la Société des Nations.

248. Les promoteurs de la Charte assignèrent à l'Organisation des Nations Unies des buts précis : maintenir la paix et la sécurité internationales; développer les relations amicales entre les nations, fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes; réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel et humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion; être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers des fins communes.

249. Il convient de souligner que des idéaux aussi nobles ne pouvaient qu'emporter l'adhésion des Etats jouissant à l'époque d'une liberté totale. Dès lors, il apparaît très important de réfléchir au rôle qu'a joué l'Organisation pendant ces 30 années d'existence et de tracer la voie que les Etats Membres devraient suivre afin de corriger les erreurs du passé et rendre cette organisation plus efficace à l'avenir.

250. S'il paraît difficile de dresser un bilan complet et satisfaisant dans tous les domaines, il n'en demeure pas moins que des résultats concrets ont été acquis. Certains conflits ont trouvé des solutions pacifiques grâce à l'action de l'Organisation. Tous les grands problèmes de l'heure — décolonisation, droits de la femme, population, alimentation, matières premières, environnement, énergie, pour ne citer que ceux-là — ont été abordés et des conférences mondiales leur ont été consacrées, notamment cette année. Il va sans dire que ces changements ont été favorablement accueillis et représentent des progrès positifs qui honorent l'Organisation.

251. Les organisations spécialisées ont développé des actions appréciables. Ainsi, comme le déclarait du haut de cette tribune, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies, le 20 octobre 1970, M. Jean-Bedel Bokassa, président à vie, maréchal de la République centrafricaine : "Notre organisation s'achemine pas à pas vers l'universalité et englobera, dans un futur que nous espérons proche, toutes les nations éprises de paix et de justice¹¹."

252. Mon pays, la République centrafricaine, éprouve une légitime fierté de saluer par ma voix les Etats frères du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe qui ont accédé récemment à l'indépendance et viennent de prendre place, en toute dignité, parmi les membres de la communauté internationale. Par la même occasion, ma délégation souhaite la bienvenue à la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont l'admission à l'ONU est fixée au mois d'octobre de cette année.

253. Mais, par contre, nous constatons malheureusement que certains principes de la Charte et un nombre important de résolutions connaissent des difficultés dans leur application, de sorte que la paix demeure constamment troublée par l'existence de nombreux conflits armés dans plusieurs parties du monde.

254. La course aux armements se poursuit frénétiquement, bien que l'on ne cesse de prêcher le désarmement et la détente.

255. Des peuples entiers sont encore maintenus dans les chaînes du colonialisme et du mépris des racistes tandis que le néo-colonialisme continue de subjuguier les peuples récemment libérés et tente de maintenir et de consolider ses intérêts.

256. La situation économique dans le monde continue de se détériorer et plus particulièrement dans les pays en développement, sous l'influence nocive de l'inflation galopante provoquée par le désordre monétaire. Le fossé déjà profond séparant le monde industrialisé, où le gaspillage n'est pas rare, de cet autre monde en proie à la faim, la maladie, l'ignorance, le dénuement et la misère, se creuse de plus en plus au détriment de centaines de millions d'êtres humains.

257. A ce propos, M. Jean-Bedel Bokassa, en ce même lieu, ne dénonçait-il pas avec force :

“Nous estimons également que les institutions spécialisées des Nations Unies doivent être libérées de l'influence abusive de certains Etats qui n'hésitent pas à retarder, voire à bloquer et boycotter, l'examen des dossiers présentés par tel ou tel Etat dont ils n'apprécient pas l'orientation politique¹².”

Et, dans le même ordre d'idées, le Président centrafricain déclarait :

“Les tentatives visant à détruire partiellement ou totalement l'intégrité territoriale des Etats sont encore monnaie courante pour les impérialistes, pour des colonialistes et des néo-colonialistes, pour qui l'indépendance des Etats ne constitue qu'un paravent pour la perpétuation de leur exploitation.

“En dépit du principe de la non-ingérence dans les affaires d'autrui et du principe de la souveraineté nationale, certains Etats continuent à orchestrer des campagnes de calomnie et de dénigrement dans leur presse nationale contre d'autres Etats¹³.”

258. Cette toile de fond nous permet d'affirmer que la paix et la justice sociale — deux concepts fondamentaux de la Charte des Nations Unies — nécessitent de la part de notre communauté des efforts soutenus pour leur réalisation concrète.

259. La République centrafricaine, qui puise sa force politique dans le MESAN, notre grand parti national unique, est l'œuvre de Barthélémy Boganda, son président fondateur. Cette grande figure africaine, leader vénéré de notre nation, a bâti son action sur la philosophie de *zo kwe zo*, ce qui signifie “l'égalité entre les hommes”. Son digne successeur et continuateur, M. Jean-Bedel Bokassa a, par le principe de *zo a yeke zo* consacré “la dignité et le respect” de l'homme dans ce qu'il a de plus noble.

260. C'est dire qu'en République centrafricaine nous pensons que, quelle que soit la nature du différend ou du conflit qui peut opposer deux pays, deux communautés, deux individus, les approches doivent se faire par voie de négociation, de concertation, et non par la violence.

261. En faisant ce tour d'horizon rétrospectif, nous avons noté des progrès positifs accomplis grâce à l'action de l'Organisation. Cependant, de nombreux foyers de tension persistent encore ça et là de par le monde.

262. C'est ainsi qu'en Afrique australe, la République centrafricaine suit avec un vif intérêt l'évolution de la situation, et ma délégation fait sienne la déclaration du Président actuel de l'Assemblée générale :

“Peut-on espérer que les indices encore fragiles de progrès que l'on détecte ces derniers mois se confirment, prennent de l'ampleur et que le mouvement ainsi amorcé aboutisse dans un délai raisonnable au résultat escompté ? Il serait en tout cas bon que les autorités qui détiennent encore les clefs de la situation fassent dans leur propre intérêt les concessions nécessaires.” [2351^e séance, par. 54.]

263. En ce qui concerne l'Angola, la République centrafricaine, mon pays, est préoccupée par le conflit fraternel qui oppose les trois mouvements de libé-

ration nationale et réitère son appel, ainsi qu'elle l'a fait à Kampala et à Lima, afin que les responsables politiques trouvent une plateforme pour le règlement pacifique du différend qui les oppose, et ce, avant le 11 novembre 1975.

264. Dans le même ordre d'idées, mon pays est convaincu que les bons offices qu'offre l'OUA en ce moment à nos frères leaders angolais rencontreront leur adhésion, dans l'intérêt bien compris de leur peuple.

265. Le Sahara dit espagnol est un autre problème brûlant de l'heure, qui nous préoccupe tous. Nous fondons notre espoir sur un dénouement rapide et raisonnable de cette question. Aussi, l'avis consultatif que la Cour internationale de Justice est appelée à formuler sur la situation qui prévaut dans ce territoire aidera-t-il, assurément, à orienter la décision de l'Organisation.

266. Le Moyen-Orient suscite encore, à notre plus grande désolation, de froides inquiétudes à cause de la tension et de l'angoisse qui y règnent. En effet, les affrontements sanglants qui ont dangereusement secoué cette région en 1967, puis en 1973, tendent de plus en plus à gagner les zones qui ne sont pas directement concernées par le conflit. Dès lors, il devient urgent que des solutions aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité soient trouvées pour le rétablissement d'une paix juste et durable dans la région, de même que pour le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits légitimes.

267. Néanmoins, la République centrafricaine suit avec un intérêt certain le dégel de la situation, amorcé par la politique de pas à pas du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Henry Kissinger. Mon pays encourage les efforts entrepris dans cette voie, espérant qu'ils aboutiront à plus ou moins brève échéance aux conditions favorables de négociations.

268. Pour ce qui est de la question de Chypre, la République centrafricaine, une fois de plus, déplore la non-application de la résolution 3212 (XXIX) unanimement adoptée par l'Assemblée générale et des résolutions 365 (1974) et 367 (1975) du Conseil de sécurité. Il est clair que cet état de choses aggrave la crise, qui risque de rendre plus explosive la situation déjà devenue complexe dans cette région.

269. Nous pensons que la solution au problème de Chypre se trouve dans le fait qu'il faut éliminer toute ingérence étrangère et assurer entre les deux communautés chypriotes une coexistence harmonieuse au sein d'un même Etat.

270. En Asie du Sud-Est, ma délégation se félicite de la paix nouvellement restaurée dans cette partie du monde. Elle formule le vœu que la communauté internationale se penche sur la situation actuelle des deux Viet Nam et que des mesures d'assistance et d'aide soient prises en leur faveur.

271. Parlant du Cambodge, la République centrafricaine salue le retour au sein de la communauté internationale du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge et lui renouvelle sa sympathie.

272. Abordant la question de Corée, le Gouvernement de mon pays persiste à croire que le moyen le plus réaliste pour son règlement pacifique est et demeure la poursuite du dialogue et l'élargissement des

échanges et de la coopération entre les deux Corée, dans le but d'activer l'unification indépendante et pacifique du pays, conformément au texte du consensus réalisé par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session⁵.

273. En se portant coauteur du projet de résolution A/C.1/L.708 sur la nécessité urgente d'appliquer immédiatement le consensus réalisé par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session au sujet de la question de Corée et de maintenir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, mon pays ne cherche qu'à apporter sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région.

274. La République centrafricaine est en faveur de l'admission des deux Corée à l'Organisation des Nations Unies, même si la réunification — qui se veut pacifique et indépendante — doit demeurer l'objectif ultime pour ces pays, compte tenu du communiqué conjoint Nord-Sud publié simultanément le 4 juillet 1972¹⁴. Nous pensons que la demande d'admission à l'ONU est le droit souverain d'un Etat et que celle-ci devrait être examinée conformément au paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte.

275. Est-il besoin de rappeler que la première requête en ce sens remonte au 19 janvier 1949 et que dans ses résolutions 296 (IV), 817 (IX), 1017 (XI) et 1144 (XII), l'Assemblée générale a successivement affirmé que la République de Corée du Sud est pleinement qualifiée et devrait être admise comme Membre de l'ONU ? La Corée du Sud, avec une population de plus de 34 millions d'habitants, représentant les deux tiers de la population globale de la péninsule coréenne, est membre de presque tous les organes et institutions spécialisées de l'ONU. Elle entretient des relations diplomatiques avec une grande majorité des Etats Membres de l'Organisation.

276. Eu égard à toutes ces considérations, le Gouvernement centrafricain appuie sans réserve la demande d'admission de la Corée du Sud aux Nations Unies.

277. L'intérêt que la République centrafricaine porte à toutes les questions que je viens d'évoquer ne lui fait pas perdre de vue l'importance des problèmes spécifiquement économiques et ceux auxquels elle se trouve directement confrontés.

278. En effet, pays en développement faisant partie des pays les moins économiquement avancés, la République centrafricaine, par sa situation de continentalité et d'enclavement au cœur de l'Afrique, occupe une position exceptionnellement difficile qui mérite d'être examinée avec beaucoup d'attention.

279. L'ironie du sort veut également que la République centrafricaine, ce pays de contrastes où s'alternent les inondations et la sécheresse, soit soumise à l'influence de deux importantes saisons : une grande saison des pluies avec ses violents orages dévastant les plantations et provoquant des inondations, puis une grande saison sèche ayant une répercussion nocive sur les récoltes et provoquant une baisse maximale des eaux. Ainsi, pendant plusieurs mois, est entravé le trafic fluvial sur l'Oubangui, seule voie d'eau importante permettant l'accès à la mer à l'heure actuelle.

280. De ce fait, la République centrafricaine se bat depuis 15 ans pour la construction d'un chemin de

fer qui, tout en désenclavant les pays, devrait permettre le déblocage d'une production forestière supplémentaire correspondant à un volume annuel d'abattage de 500 000 à 600 000 mètres cubes de bois en grumes et promouvoir des productions agricoles nouvelles dont l'exportation bénéficierait de tarifs avantageux. A partir de cet axe ferroviaire, il deviendrait donc possible de définir une véritable politique de développement dans les conditions plus opérationnelles rendraient l'économie centrafricaine plus dynamique.

281. De là, on devrait pouvoir créer dans les régions traversées par la ligne ferroviaire un ensemble d'unités de productions forestières comportant des exploitations : scieries, menuiseries, usines de déroulage, de pâte à papier, etc.; développer des cultures agricoles nouvelles dans ces mêmes régions; accroître les productions existantes dans le reste du pays, grâce au stimulant que représente la baisse des coûts du transport.

282. En outre, le volume important du trafic s'exerçant sur la voie ferrée favoriserait l'approvisionnement en produits d'importation à des prix raisonnables et le bénéfice qui en résulterait sur le pouvoir d'achat des consommateurs se traduirait par une hausse général du niveau de vie de la population.

283. Au demeurant, il devient indéniable que la construction d'un chemin de fer qui décongestionnerait la République centrafricaine créerait un impact salubre permettant d'atteindre les objectifs de développement fixés par l'Organisation pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

284. Mais, à la vérité, il faut souligner que les efforts entrepris par M. Jean-Bedel Bokassa, dès 1966, lors de son accession à la magistrature suprême de la nation, en vue de déclencher le processus de désenclavement, ont rencontré une résistance puissante et occulte des tenants de gros intérêts dans le seul but de boycotter le projet et cristalliser la situation.

285. Toutefois, la réalisation de ce chemin de fer est et demeure la priorité de nos priorités, car il devra constituer la colonne dorsale de notre économie.

286. Devant ces difficultés de tous ordres, le chef de l'Etat centrafricain a décidé de mener personnellement une action tant sur le plan national qu'international, afin de mieux faire comprendre à son peuple et à la communauté internationale la place de choix que son gouvernement accorde dans son programme de développement au problème du désenclavement du pays.

287. C'est la raison pour laquelle M. Jean-Bedel Bokassa, dans un message adressé le 1^{er} janvier 1974 à tous les Centrafricains d'origine et d'adoption et à l'opinion internationale, a placé l'année 1974 sous le signe du désenclavement de la République centrafricaine.

288. Ainsi, le plan quinquennal de développement 1976-1980 de la République centrafricaine fait du désenclavement la priorité numéro un.

289. Depuis quelque temps, après l'appel de notre chef d'Etat, certains organismes financiers internationaux et certains pays amis, ayant enfin compris le bien-fondé de la décision du Gouvernement centra-

fricain dans ce domaine, commencent à s'intéresser à ce projet.

290. Je voudrais souligner également, dans le même ordre d'idées, la très grande importance que nous accordons à la réalisation rapide de la route trans-africaine Mombassa-Lagos. Cette voie devant desservir aussi la République centrafricaine, contribuera assurément au renforcement de l'unité africaine.

291. Ma délégation lance un appel aux institutions spécialisées de prêts et de développement des Nations Unies et à tous les organismes de financement pour qu'ils accordent une attention particulière aux problèmes des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires en développement.

292. La République centrafricaine étant classée parmi ceux-là, il conviendrait de l'aider d'une façon concrète en lui apportant une assistance internationale spéciale, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des mines, du tourisme, des eaux et forêts.

293. C'est pourquoi ma délégation soutient fermement les décisions prises dans ce sens par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger en septembre 1973, confirmées en février 1975 à Dakar par la Conférence des pays en développement sur les matières premières, puis à Lima par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés en août dernier, et enfin, plus récemment, par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

294. Avant de clore ce chapitre succinctement évoqué sur la situation de mon pays, je voudrais ajouter que, regorgeant de ressources naturelles de tous ordres, la République centrafricaine ouvre grandement ses portes à tous les investissements publics ou privés, d'où qu'ils viennent, et ce dans le respect de nos institutions et de notre souveraineté nationale.

295. A cet effet, le code centrafricain d'investissement leur offre des conditions spéciales de faveur allant de l'exonération de certaines taxes fiscales et douanières pour des durées variées, selon l'importance et la catégorie des investissements, à la cession de terrains pour les installations des entreprises.

296. Le tiers monde, réservoir dans lequel les pays industrialisés puisent la presque totalité des matières premières utilisées dans leurs usines, comprend 70 p. 100 de l'humanité, mais ne subsiste qu'avec 30 p. 100 seulement du revenu mondial. Sur une population de 2 600 000 000, 800 000 000 sont analphabètes, près d'un milliard souffrent de malnutrition et de la faim et 900 000 000 disposent d'un revenu quotidien inférieur à 0,30 dollar des Etats-Unis. Ces chiffres livrés à notre médiation par des documents dignes de foi prouvent à suffisance l'injustice criante dont sont victimes les peuples du tiers monde.

297. C'est pourquoi la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger en 1973, avait "exprimé son inquiétude devant la détérioration constante des conditions économiques des pays en développement, qui voient s'élargir sans cesse l'écart qui les sépare des pays industrialisés."

298. Deux ans plus tard, à Dakar, la Conférence des pays en développement sur les matières premières a

déclaré : "La structure actuelle du commerce international... doit être remplacée par un nouvel ordre économique international fondé sur des principes d'équité et de justice dans l'intérêt de tous les peuples de façon à corriger les injustices actuelles et non à en créer de nouvelles."

299. Les débats qui se sont déroulés au cours de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont fort bien illustré cette volonté des pays du tiers monde d'accéder à un monde meilleur, plus juste et plus humain.

300. De leur côté, les pays industrialisés ont admis le principe d'une coopération plus concrète et agissante en vue de combler finalement le grand fossé qui les sépare des pays en développement.

301. Ma délégation appuie fermement la décision prise par l'Organisation, demandant aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité de réduire de 10 p. 100 leur budget militaire et d'utiliser une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en développement.

302. Pour la République centrafricaine, les pays en développement ne doivent pas tout attendre des pays industrialisés. Ils doivent s'attacher, de leur côté, à chercher des solutions à leurs problèmes de développement, tant sur le plan national que régional.

303. Sur ce point précis, la République centrafricaine, pour sa part, œuvre dans ce sens par la mobilisation de toutes ses forces vives dans le cadre de l'opération Bokassa, philosophie de développement économique, culturel et social conçue par M. Jean-Bedel Bokassa, dès son accession à la magistrature suprême de la nation, le 1^{er} janvier 1966.

304. Devant la grande crise actuelle qui secoue le monde et dont les premières victimes sont les populations du tiers monde, les pays en développement doivent promouvoir un élan de solidarité devant aboutir à renforcer entre eux une coopération agissante.

305. Permettez-moi, à cette occasion, de lancer un vibrant appel à tous les pays qui se disent appartenir au tiers monde et qui sont naturellement comblés par la Providence pour qu'ils investissent en toute confiance dans les pays les moins favorisés.

306. Es-t-il besoin de dégager la situation commerciale, corollaire patent découlant de l'aggravation de la crise monétaire, dont le poids accable et asphyxie le développement du tiers monde ? La part, des pays du tiers monde, déjà modeste, dans le commerce mondial ne cesse de diminuer, tandis que les termes de l'échange se détériorent continuellement. Le transfert des ressources des pays développés vers les pays en développement n'a cessé de diminuer, tandis que le volume de la dette extérieure de ces derniers a quadruplé au cours de la dernière décennie.

307. Dans ces conditions, la réforme fondamentale du système commercial mondial constitue l'un des objectifs prioritaires pour répondre aux exigences du développement, comme l'a si bien souligné M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères d'Algérie, dans son discours, le 1^{er} septembre 1975.

308. Cette réforme intéresse au plus haut point et dans tous ses aspects les pays en développement, car il n'est plus à démontrer que le système monétaire et

financier conçu à Bretton Woods n'a servi que les intérêts des pays développés sans tenir compte des besoins spécifiques des pays en développement.

309. Le nouveau système monétaire international, à la création et au fonctionnement duquel les pays en développement doivent participer sur une base d'égalité avec les pays nantis, doit être absolument universel. Il doit garantir la stabilité des flux et des conditions de financement du commerce international. Ce nouveau système monétaire international doit reconnaître les conditions et les besoins spécifiques des pays en développement sur la base d'un traitement préférentiel, conformément à la déclaration de la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger.

310. Je ne voudrais pas passer sous silence le problème combien important de la technologie. En effet, le domaine technique fait l'objet d'une demande considérable dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier.

311. Certes, de nombreuses techniques ont été transférées dans les pays en développement depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais, pour deux raisons fondamentales, ces pays n'ont pas pu tirer profit de ces transferts : premièrement, les techniques transférées ne sont pas adaptées aux réalités économiques des pays concernés; deuxièmement, le marché des techniques est dominé par les sociétés transnationales et les pays développés continuent de maintenir leur position dominante de l'ancien ordre économique par le fait que toutes les techniques les plus modernes dépendent encore d'eux. A cela s'ajoute le coût trop élevé des techniques sous forme de brevet, de droit de propriété et de marque de fabrique.

312. Le code de conduite international pour le transfert des techniques envisagé dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [*résolution 3302 (S-VI)*] devra permettre l'accès, dans les meilleures conditions, aux techniques modernes adaptées aux besoins des pays en développement.

313. En ce qui concerne les sociétés transnationales, il faut reconnaître pleinement que de nombreux aspects de leurs activités vont souvent à l'encontre des stratégies et des objectifs de développement des pays du tiers monde.

314. Les mesures soulignées dans les recommandations du Groupe des 77 et dans le Programme de Lima de solidarité et d'aide mutuelle¹⁵ concernant les investissements étrangers du secteur privé indiquent clairement l'ampleur des pratiques déloyales de ces sociétés et démontrent également l'inquiétude avec laquelle les pays en développement considèrent ce problème.

315. Ma délégation estime que l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre rapide d'un code de conduite pour les sociétés transnationales permettraient une surveillance globale des opérations de ces sociétés, les principes régissant ce code devant être les suivants : respect des lois et réglementations du pays hôte; reconnaissance du droit et du privilège du pays hôte de nationaliser les sociétés si cette nationalisation est considérée comme la meilleure solution pour ce pays pour lui permettre d'exercer la souveraineté sur ses ressources naturelles et autres; non-ingérence,

quelle qu'elle soit, dans les affaires intérieures, politiques ou autres, des pays d'accueil; élimination des pratiques commerciales déloyales; réinvestissement sur place d'une portion importante des bénéfices réalisés.

316. La situation géographique de mon pays, à laquelle j'ai fait allusion il y a quelques instants, l'oblige à s'intéresser, à un haut niveau, au problème du droit de la mer.

317. Conformément au Programme de Lima de solidarité et d'aide mutuelle, d'août 1975, la communauté internationale doit assister les pays en développement privés de littoral, en leur facilitant l'exercice de leur droit de libre accès à la mer.

318. Si le principe de la liberté de la haute mer, défini par le droit international, est accepté de tous, il est de bon ton que les ressources du fond des mers et des océans et de leur sous-sol soient considérées par tout le monde comme étant le patrimoine commun de l'humanité.

319. La mise en valeur rationnelle de ces ressources est d'une importance vitale pour le développement économique et la promotion du bien-être de tous les peuples.

320. Ma délégation juge opportun et urgent de demander à l'Organisation d'instituer une autorité internationale habilitée à entreprendre, sous son contrôle effectif, l'exploration et l'exploitation des ressources de la zone de haute mer au profit de tous.

321. S'agissant de l'établissement du nouvel ordre économique international, qui se situe aujourd'hui au centre de nos préoccupations, la République centrafricaine estime que le problème alimentaire doit être abordé avec le plus grand intérêt. Nous estimons urgent d'accroître le volume de l'aide alimentaire destinée aux pays en développement, et particulièrement à ceux qui sont sujets aux inondations et à la sécheresse. Il devra être tenu également compte des besoins spécifiques de chaque pays concerné.

322. Afin de parvenir à ces objectifs, les pays développés doivent sensiblement augmenter le volume de leur assistance aux pays en développement dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire.

323. Ils doivent faciliter sans réserve l'accès à leurs marchés des produits agricoles, y compris les produits alimentaires provenant des pays en développement sous forme de produits transformés ou à l'état brut.

324. Ils doivent également envisager toutes autres mesures d'ajustement nécessaires.

325. Telles sont, de la part de ma délégation, les quelques observations d'ordre économique que nous avons cru devoir présenter à la méditation de cette assemblée.

326. Sur le plan social, est-il encore nécessaire de réitérer devant cette assemblée les multiples problèmes combien préoccupants qui se posent au tiers monde dans ce domaine ? Il est de mon devoir de le faire tant que des méthodes et des stratégies plus efficaces n'auront pas été conçues pour enrayer de manière radicale la faim, la mortalité prématurée, le

chômage, l'analphabétisme et autres fléaux qui affectent si durement les pays en développement.

327. A cet effet, mon pays, la République centrafricaine, place un grand espoir dans les objectifs de la septième session extraordinaire qui vient de terminer ses travaux. Si je reviens une fois encore sur le nouvel ordre économique international, c'est parce qu'il existe une étroite corrélation entre les problèmes économiques et sociaux, les derniers n'étant que les conséquences néfastes ou heureuses des solutions apportées aux premiers.

328. Des systèmes commerciaux et industriels anachroniques, des méthodes de culture ancestrales, jettant des millions d'êtres humains dans la misère.

329. L'Organisation des Nations Unies ne peut rester indifférente à de telles réalités. C'est pourquoi elle doit tout entreprendre pour que les pays hautement industrialisés, possesseurs de techniques modernes très élaborées, livrent leurs secrets et mettent leurs connaissances scientifiques, à peu de frais, à la disposition des pays les moins favorisés, afin que l'humanité puisse aspirer à un meilleur avenir.

330. Comme je l'ai dit plus haut, la République centrafricaine se trouve en outre confrontée à des phénomènes naturels qui freinent les efforts que nous ne cessons de déployer pour élever le niveau de vie des populations; il s'agit des influences climatiques. A ce propos, j'ai le douloureux devoir de porter à la connaissance des représentants ici présents les conséquences des pluies diluviennes qui se sont abattues sur Bangui, capitale de la République centrafricaine, au cours de la dernière quinzaine du mois d'août 1975, faisant deux morts, des centaines de blessés et quelque 13 000 personnes sans abri.

331. Ces phénomènes désastreux auxquels la population doit faire face chaque année ne sont pas de nature à améliorer son bien-être social. Dans cette optique aussi, nous lançons un appel aux pays amis pour qu'ils nous aident à trouver des solutions durables à ce problème.

332. Qu'il me soit permis de dresser le bilan des activités entreprises en faveur de l'émancipation de la femme centrafricaine par le Gouvernement de mon pays, sous l'impulsion de son guide éclairé. M. Jean-Bedel Bokassa.

333. Nous sommes fiers de compter une femme comme Premier Ministre et Vice-Présidente de notre parti politique unique, le MESAN, ainsi que trois autres occupant les fonctions de ministres dans l'actuel gouvernement.

334. En ce qui concerne l'emploi, les seuls critères retenus pour accéder à de hautes fonctions sont la qualification professionnelle et l'efficacité, étant entendu que l'égalité de salaires et de chances est assurée aux deux sexes. C'est ainsi que nombreuses sont les femmes qui occupent des postes de responsabilité dans la fonction publique : enseignement, magistrature, douane, santé, inspection du travail, sécurité sociale, finances, sûreté nationale, et j'en passe.

335. Ainsi, la discrimination entre les sexes est inexistante en République centrafricaine.

336. Tout est mis en œuvre pour permettre aux femmes centrafricaines d'assumer pleinement leurs responsabilités de travailleuses. C'est ainsi que nous

disposons d'un grand nombre de centres de protection maternelle et infantile, où les soins médicaux en faveur des enfants sont complétés par une éducation de la mère sur le plan nutritionnel. Un système très élaboré d'éducation préscolaire permet d'accueillir les enfants de trois à six ans et libère ainsi la mère, qui peut s'adonner à d'autres activités économiques rémunérées, tant artisanales qu'agricoles. Des écoles de promotion collective et des agents de développement communautaire mettent leur expérience au service de la population pour l'amener à élever son niveau de vie.

337. Notre programme d'activités dans ce domaine devant s'étendre sur l'ensemble du territoire national, nous sollicitons ardemment l'assistance technique et financière des institutions spécialisées des Nations Unies, telles que l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

338. La délégation centrafricaine apprécie hautement les résultats de la première Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme et donne son appui total à la résolution 1959 (LIX) du Conseil économique et social, relative à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui sera présentée en temps opportun à l'approbation de l'Assemblée générale. Par cette attitude, nous tenons à soutenir toute action tendant à proclamer la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, afin de renforcer et d'appliquer les résolutions et recommandations adoptées à Mexico.

339. De même, nous estimons qu'il est vivement souhaitable qu'un fonds spécial substantiel soit prévu aux fins de réaliser dans les plus brefs délais les objectifs du programme du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme⁸, adopté en juin 1975 à Mexico.

340. Enfin, pour qu'une évaluation périodique de l'évolution de la situation de la femme dans le monde soit possible, l'Assemblée générale, à sa trentième session, devra décider de la tenue, en 1980, de la deuxième Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme.

341. Notre planète a excellé, au cours de cette seconde moitié du xx^e siècle, dans les inventions et constructions d'une effroyable panoplie d'armes meurtrières, de sorte que la recherche des conditions de détente et de paix durable devient une préoccupation constante de l'Organisation des Nations Unies.

342. Les discussions concernant la grave question du désarmement et de la sécurité intéressent toute la communauté internationale, puisque, dans la conjoncture actuelle, une conflagration armée aurait des conséquences meurtrières qui iraient au-delà de tout ce que l'on peut imaginer.

343. Il convient également de souligner que les négociations tendant à régler la question du désarmement et de la réduction des armes tactiques et stratégiques piétinent, parce que les puissances directement concernées ne déploient pas suffisamment d'efforts et obéissent en cela au désir de maintenir de prétendues

zones d'influence qu'elles se sont délibérément octroyées à Yalta.

344. La décolonisation a connu une décennie particulièrement encourageante, au cours de laquelle l'Organisation des Nations Unies a admis un nombre important de pays qui, naguère, étaient maintenus dans une dépendance abjecte et dégradante, aussi bien à l'égard des peuples concernés que pour leurs colonisateurs eux-mêmes.

345. Ma délégation a la ferme conviction que la situation désespérée de nos frères de l'Afrique australe débouchera fatalement sur des solutions où le respect et la dignité de l'homme prévaudront. Les efforts déjà entrepris dans cette voie méritent soutien et encouragement.

346. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui a examiné la question relative aux matières premières, et la septième session extraordinaire, tenue voici un mois, en vue d'examiner l'importante question d'une coopération internationale, ont défini les objectifs de création d'un nouvel ordre économique mondial plus juste et plus humain.

347. Au cours de la prochaine décennie, l'Organisation, qui se veut placée sous le signe du développement, aura pour rôle essentiel de traduire en des données pratiques et opérationnelles les objectifs définis par les deux historiques et importantes sessions tenues en 1974 et 1975.

348. Les obstacles géo-structurels et les contingences socio-politiques de certains Etats en développement constituent, dans bien des cas, autant d'écueils auxquels les gouvernements se heurtent, alors qu'ils se doivent de faire face aux obligations inhérentes à l'exécution de leur programme de développement.

349. Or, dans les pays développés, la presse exerce sur l'opinion une influence très marquée. D'ailleurs, ne dit-on pas que la presse représente un quatrième pouvoir ?

350. Aussi, ma délégation lance-t-elle un pressant appel à la conscience internationale afin que la presse draine et canalise, en toute objectivité, un courant d'opinions favorables à la promotion du développement et de la coopération.

351. Enfin, la préoccupante question du désarmement et de la sécurité, les difficultés nées de la discrimination raciale et de la mise en pratique des clauses de la Charte concernant les pays encore sous domination étrangère, la crise de l'énergie, le désordre monétaire et l'inflation galopante, la détérioration des termes de l'échange, constituent une mosaïque de problèmes tous aussi importants les uns que les autres et auxquels l'Organisation devra s'attaquer dans un large esprit de concertation, de réalisme et de perspicacité.

352. M. NKHOMA (Malawi) [*interprétation de l'anglais*] : J'apporte à cette assemblée les salutations chaleureuses et fraternelles et les meilleurs vœux du Président de mon pays, Ngwazi H. Kamuzu Banda, du Gouvernement et du peuple de la République du Malawi. Mon président espère sincèrement que les délibérations de la présente session seront marquées par la sagesse et la maturité et qu'elles se dérouleront dans une atmosphère de compréhension mutuelle avec

la volonté de parvenir à des compromis sur toutes les questions dont elle aura à traiter.

353. Au nom de la délégation du Malawi et en mon nom personnel, je souhaite féliciter très cordialement M. Thorn, à l'occasion de son élection aux hautes fonctions de président de la trentième session de l'Assemblée générale. Cette élection est considérée par la délégation du Malawi comme l'expression de la reconnaissance, par les Nations Unies, de l'œuvre pacifique et constructive que le Grand-Duché du Luxembourg a menée à diverses tribunes internationales. Géographiquement, nos deux pays sont séparés par une grande distance, mais nos populations éprouvent, depuis longtemps, un respect et une compréhension mutuels. Le Président apporte à ses hautes fonctions une distinction et un talent manifestes et je suis certain que ses connaissances, sa perspicacité et sa grande expérience des Nations Unies joueront un rôle essentiel pour assurer le succès des délibérations de cette session. A cette fin, je tiens à réaffirmer la pleine coopération de la délégation du Malawi.

354. Egalement, je voudrais, au nom de mon pays, rendre hommage à M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de l'Algérie, pour la compétence avec laquelle il a conduit les délibérations de la vingt-neuvième session de l'Assemblée.

355. Si nous jetons un regard sur les annales de l'Organisation, les événements de l'an dernier constituent une étape remarquable sur la voie de la réalisation des buts et objectifs des Nations Unies. Parmi les événements les plus récents, l'effondrement de l'empire portugais, vieux de 500 ans, revêt une grande importance. Cette année, nous participons tous à une assemblée élargie par l'admission de nouveaux Etats indépendants. Qu'il me soit permis de féliciter très cordialement les dirigeants et les peuples des Etats du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, et de souhaiter à leurs dirigeants la bienvenue au nom de mon président, du Gouvernement et du peuple de la République du Malawi. Leur admission est non seulement conforme au principe de l'universalité, mais elle donne également à l'Organisation mondiale un caractère vraiment représentatif.

356. J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à l'Organisation à notre voisin, le Mozambique. Le Président de la République du Malawi, Ngwazi H. Kamuzu Banda, a déjà déclaré à plusieurs reprises que le Gouvernement et le peuple du Malawi se réjouissent de l'accès du Mozambique à l'indépendance. Il a dit que le Malawi se félicite que le Mozambique est maintenant un Etat souverain libre et indépendant. Il a réaffirmé ce qu'il avait déjà dit à plusieurs reprises, à savoir que les Malawiens et les Mozambicains étaient un seul et même peuple et que les frontières entre les deux pays n'étaient pas "le fait de la volonté de Dieu ou le fait de notre volonté, mais celui de la volonté d'autres pays, c'est-à-dire des anciennes puissances coloniales et impériales". Il a également souligné que "notre politique envers le Mozambique libre et indépendant est et sera toujours la politique traditionnelle du Malawi. Cette politique, comme chacun sait, est basée sur des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération, et lorsque cela est nécessaire et possible, d'aide entre voisins".

357. Alors que ma délégation se félicite de l'accession à l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert,

de Sao Tomé-et-Principe, nous sommes profondément émus, par le fait que, alors que l'Angola est sur le point d'obtenir son indépendance, de nombreux Angolais ont perdu et perdent encore la vie.

358. D'une certaine manière, la Rhodésie présente une situation analogue. Ma délégation ne peut que dire sa satisfaction de ce que la politique de dialogue et de négociations ait été acceptée comme un moyen de parvenir à une solution pacifique des problèmes de ce pays. En tant que partisans d'une philosophie de contact et de dialogue comme seul moyen efficace de résoudre les problèmes de l'Afrique australe, nous nous félicitons des efforts déployés, au cours de l'année dernière, par les dirigeants de la Zambie, de la République-Unie de Tanzanie, du Botswana, du Mozambique, de l'Afrique du Sud et d'autres tendant à un règlement constitutionnel en Rhodésie. A la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 28 juillet au 1^{er} août, le Malawi a pu se rendre compte de l'évolution de la situation et a contribué, d'une manière ou d'une autre, à la recherche d'une solution au problème rhodésien.

359. Nous sommes aussi inquiets de voir que la Namibie continue de poser un problème et qu'aucune solution équitable n'ait pu jusqu'à présent être trouvée. Nous espérons que les discussions qui se poursuivent entre les différents dirigeants dans ce pays aboutiront à une solution satisfaisante.

360. Le Gouvernement du Malawi continue de suivre attentivement l'évolution des événements au Moyen-Orient. Notre préoccupation au sujet de la situation dans cette région est due au fait que nous sommes persuadés que la paix internationale est indivisible. A cet égard, je me félicite du rôle que le Secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, a joué et continue de jouer dans la recherche d'une paix durable dans cette région. La plupart d'entre nous considérons comme un grand encouragement et un soulagement le fait qu'un accord de paix provisoire ait été signé entre Israël et l'Egypte. La réussite de cet accord dépendra de la bonne volonté de toutes les nations concernées par cette crise. Nous souhaitons sincèrement qu'un accord plus durable puisse être réalisé afin qu'une paix solide puisse s'instaurer dans cette région troublée.

361. Passant maintenant au Sud-Est asiatique, ma délégation est heureuse de constater que les guerres qui ont marqué la vie de cette région ont maintenant pris fin. Du moins il n'y a plus aujourd'hui de pertes de vie ni de dommages matériels.

362. Qu'il me soit permis de dire quelques mots sur une réalisation économique intervenue sur le continent africain et dont l'Afrique a toute raison d'être fière. Je me réfère à la Convention ACP-CEE de Lomé, signée par des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et des pays de la Communauté économique européenne (CEE). Cette convention, signée à Lomé, au Togo, en février dernier, associe 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans un effort global en vue de rationaliser les relations commerciales avec la CEE. Le groupe des pays ACP est une association unique qui réunit des Etats d'origines coloniales différentes et, dans la plupart des cas, ayant des idéologies divergentes. Cependant, le fait même que ces pays aient pu négocier ensemble et parvenir à un accord unanime constitue un signe encourageant et est la preuve que nous pouvons dépasser nos divergences si nous voulons parvenir à un objectif commun.

363. Il ne fait aucun doute que le groupe des pays ACP a négocié durement avec la CEE et que, par les concessions implicitement faites dans la Convention de Lomé, tous ont gagné. Au Malawi, nous sommes fiers d'être associés à la Convention de Lomé et nous ferons tout ce qui est possible pour que les relations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avec l'Europe soient maintenues dans l'intérêt de tous.

364. Je manquerais à mon devoir si je ne disais pas une fois encore combien mon pays se félicite et est reconnaissant pour l'aide que nous avons reçue et que nous continuons de recevoir des Nations Unies et de leurs institutions économiques, sociales et techniques. Cette aide a été et continue d'être d'une importance vitale dans notre lutte visant à réaliser une économie réellement viable et à conquérir une véritable indépendance économique et politique. Je voudrais également exprimer notre gratitude non seulement aux Nations Unies et à leurs institutions spécialisées, mais également à ceux des Etats Membres de l'Organisation mondiale dont les généreuses contributions ont permis aux institutions de l'ONU de remplir leurs engagements.

365. Depuis plus d'une décennie maintenant, nous sommes Membre actif de l'Organisation. Pendant cette période, nous avons vu les Nations Unies se développer, tant en ce qui concerne leurs institutions que leurs responsabilités. Une tendance se fait jour à l'Organisation des Nations Unies consistant à vouloir amplifier sa structure. Certes, nous ne sommes pas contre le progrès et l'extension. Au contraire, nous pensons que la société est par nature dynamique et, en conséquence, nous pensons que ces institutions doivent se développer pour s'adapter à l'évolution des conditions. Mais il faut que certains critères de croissance soient respectés si une institution souhaite maintenir sa forme et rester dans des proportions raisonnables. Mon gouvernement estime que l'extension de l'Organisation des Nations Unies va au-delà de ce qui est raisonnable.

366. Je me réfère ici à la création de nombreux organes fonctionnels dans le cadre de la famille des Nations Unies, organes destinés à accomplir des activités spécialisées. Nous comprenons bien, évidemment, qu'avec les progrès réalisés dans les domaines scientifique et technique le monde est devenu plus complexe. Mais ne compliquons-nous pas encore les choses en continuant à créer de nouveaux organes destinés à jouer essentiellement les mêmes rôles traditionnels ? Les Nations Unies ne cessent de créer de nouveaux organes spécialisés dont, généralement, les fonctions ne sont pas clairement définies, mais au financement desquelles les Etats Membres sont invités à participer, le budget annuel des Nations Unies continuant d'augmenter sans cesse. La délégation du Malawi appuie, à cet égard, l'idée de restructurer le système économique et social de l'Organisation, ainsi que le recommande le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies¹⁶.

367. Nous estimons qu'il faudrait prendre des mesures en vue de mettre un terme à l'expansion exagérée des organismes fonctionnels des Nations Unies. Pour

y parvenir, il convient de réexaminer le système des Nations Unies. Mon pays considère que la plupart des fonctions exercées par les nouveaux organes spécialisés pourraient être prises en charge par les institutions traditionnelles des Nations Unies.

368. Nous pensons aussi que certaines institutions spécialisées des Nations Unies comme la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, etc., ont fait un travail digne d'éloges dans leurs domaines respectifs, mais qu'il leur reste encore beaucoup à faire pour justifier leur existence. L'expérience a montré que ces organisations ont manifesté au cours des années une tendance à organiser un nombre croissant de séminaires et à s'arrêter sur les aspects théoriques des divers problèmes que l'humanité affronte aujourd'hui. Nous pensons que le moment est venu pour ces organisations de parler moins, d'agir davantage et, plutôt que de réunir des séminaires nombreux et de se livrer à des travaux de paperasserie, de se concentrer sur la solution pratique de nos problèmes.

369. Avant de conclure, qu'il me soit permis de réaffirmer la foi de mon gouvernement en la politique des contacts et des dialogues, ou des contacts et des discussions, comme le seul moyen pratique de résoudre la plupart des problèmes et des conflits politiques du monde. Prenant la parole à cette même tribune en 1964, le Président de mon pays, Ngwazi H. Banda, a précisé que le Malawi est un partisan passionné des idéaux que les Nations Unies représentent : la paix mondiale, la sécurité et la justice. Nous pensons que ces idéaux peuvent être réalisés par des discussions pacifiques entre nations, et non par la menace ou la violence. Nous estimons que si la politique des contacts et des discussions que notre président a lancée avait été adoptée entre les nations, la plupart des problèmes et des conflits que l'humanité affronte aujourd'hui auraient pu être résolus depuis longtemps.

370. Avant de conclure mon intervention, j'aimerais remercier le Président, le Secrétaire général et les membres de l'Assemblée pour la patience et l'indulgence qu'ils ont manifestées en écoutant l'expression des vues de notre pays sur quelques-uns des problèmes urgents de notre temps. Puisse l'esprit de contact entre les nations et de communication des idées, qui symbolisent les objectifs de cette assemblée, continuer d'enrichir notre esprit et d'élargir notre perspective lorsque nous abordons les principaux problèmes de la coopération internationale. Permettez-moi d'assurer au Président que les efforts constructifs des Nations Unies déployés vers la réalisation de ces objectifs pourront toujours compter sur l'appui plein et entier du Gouvernement de la République du Malawi.

371. Le PRÉSIDENT : Plusieurs représentants ont demandé la parole dans l'exercice de leur droit de réponse.

372. M. GALLARDO MORENO (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation examinera avec toute l'attention qu'elle mérite l'intervention faite aujourd'hui par le Ministre des affaires étrangères du Guatemala, portant sur la question de Belize. Nous verrons si nous devons intervenir ultérieurement à ce sujet.

373. M. RICHARD (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Nous avons entendu au début de cette après-midi la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Guatemala dans laquelle il a affirmé les droits qu'aurait son pays sur le territoire de Belize; il l'a fait en des termes qui, si l'Organisation en tenait compte, nieraient au Gouvernement et au peuple de Belize le libre exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

374. Je pense que ce ne sera pas une surprise pour l'Assemblée si je dis au nom de mon gouvernement que l'attitude du Guatemala est malheureusement anachronique et sans fondement juridique. D'autres orateurs dans le débat général, à savoir les ministres des affaires étrangères de la Jamaïque, de la Barbade et de la Guyane, ont manifesté qu'ils partageaient tout à fait notre point de vue.

375. Le Ministre des affaires étrangères du Guatemala a consacré le plus clair de son temps à examiner l'histoire de Belize. L'on notera qu'il a lui-même admis que la République du Guatemala n'a jamais occupé le territoire connu aujourd'hui sous ce nom. Les droits britanniques sur Belize ont été reconnus sans équivoque dans le passé par le Guatemala.

376. De quelque façon que l'on présente le cas pour le Guatemala, il n'est pas douteux que c'est là une tentative tardive et artificielle de revenir sur une reconnaissance très claire de faits parfaitement établis au cours des 150 dernières années.

377. S'il existe réellement un problème juridique, il s'agit seulement des conséquences entre le Guatemala et la Grande-Bretagne du fait que ces pays n'ont pas appliqué au siècle dernier, une disposition de la Convention de 1859 à laquelle le Ministre des affaires étrangères du Guatemala s'est référé. Ce qu'exigeait cette disposition, c'était la construction commune d'un chemin carrossable qui établirait une communication entre la ville de Guatemala et la côte atlantique. Selon nous, le litige concernant ce chemin carrossable pourrait être réglé, s'il y a lieu, entre les Gouvernements britannique et guatémaltèque; il n'a rien à voir avec les réalités d'aujourd'hui. Si vraiment la construction de la route carrossable pouvait régler ce différend, sans doute, même en cette dernière heure, mon gouvernement pourrait-il envisager d'y procéder !

378. Pour ce qui est du Gouvernement et du peuple de Belize — et après tout nous parlons de l'avenir de Belize — la question est tout à fait différente et très simple : pourquoi, presque seuls parmi tous les peuples du monde, se verraient-ils refuser le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, pour lequel ils ont attendu si longtemps ?

379. Douze ans se sont écoulés depuis que Belize, connue alors sous le nom de Honduras britannique, est parvenue à l'autonomie interne complète. De nombreuses délégations, dans cette salle, connaissent la façon dont mon gouvernement a mené le processus de décolonisation dans d'autres parties du monde. Lorsque l'autonomie interne a été introduite à Belize, on n'a jamais songé que cela constituait autre chose qu'un stade de transition avant une prompte indépendance, une indépendance que nous sommes prêts à accorder, comme nous l'avons dit publiquement à maintes reprises, et que Belize attend anxieusement depuis des années.

380. Nous ne désirons pas rester à Belize un instant de plus que ne le souhaite la population. Le seul obstacle à l'indépendance de Belize, cela a été et continue d'être le désir persistant du Guatemala d'exercer son contrôle, pour la première fois, sur un peuple dont l'histoire, la culture et la vie sont et ont toujours été différentes de celles du Guatemala.

381. Le Ministre des affaires étrangères du Guatemala a fait allusion à des propositions passées, aux termes desquelles Belize pourrait être associée, dans un cadre étatique, avec la République du Guatemala. Si je comprends bien, dans un tel système, Belize n'aurait pas la responsabilité de ses propres affaires étrangères ni de sa défense, ni même, peut-être, de sa sécurité interne. Est-il besoin de dire que cette proposition était et est toujours tout à fait inacceptable tant pour mon gouvernement que pour le Gouvernement de Belize, qui a toujours été en faveur de l'indépendance ?

382. En fait, une telle proposition constitue un retour en arrière, puisque Belize, à l'heure actuelle, jouit déjà d'un haut degré de responsabilité déléguée dans la conduite de ses affaires étrangères, en particulier dans ses relations avec le marché commun des Caraïbes, dont Belize est membre.

383. De toute façon, ce n'est pas cela que veut le peuple de Belize. Il veut l'indépendance, une indépendance totale, entre égaux. Sa position a reçu un appui unanime, cette année, tant à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth à la Jamaïque, que, plus récemment, à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Lima. Ni mon gouvernement ni le Gouvernement de Belize n'ont adopté une position intransigeante. Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer publiquement que nous sommes prêts, comme d'ailleurs nous l'avons toujours été, à discuter de toute suggestion constructive concernant la coopération économique, une amélioration des communications, l'accès spécial des produits guatémaltèques aux ports de Belize, etc.

384. Toutefois, un tel accord devait de toute façon reposer sur l'hypothèse que Belize, comme les autres, jouirait de l'indépendance et de l'égalité souveraine. Ces deux pays sont voisins. Ils devront vivre l'un avec l'autre. Le Gouvernement de Belize désire sincèrement entretenir de bonnes relations avec le Gouvernement du Guatemala. Mais il sera très difficile de maintenir de bonnes relations tant que le Gouvernement du Guatemala insistera pour que Belize n'ait que des pouvoirs subordonnés.

385. Je regrette, pour beaucoup de raisons, de devoir prendre la parole pour répondre au représentant du Guatemala. Mon pays a d'excellentes relations avec le Guatemala et, en fait, avec toute l'Amérique latine. Nous voulons améliorer encore ces relations par tous les moyens possibles. Ce fut un moment solennel pour les Britanniques que d'être invités à prendre part, l'année dernière, aux cérémonies qui ont commémoré le 150^e anniversaire de la bataille d'Ayacucho, qui a apporté l'indépendance à l'Amérique latine. Les événements de ces années tumultueuses ont vu la montée de la conscience nationale en Amérique latine. Nous regrettons que Belize, qui possède une très forte conscience nationale, se voie refuser le droit de

l'exercer et ce par un pays qui s'est lui-même libéré du joug colonial il y a 150 ans.

386. En bref, mon gouvernement désire agir conformément aux principes de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et conformément aux vœux exprimés du peuple de Belize. Et nous continuons d'espérer que, avec l'accord de tous les intéressés, il sera possible de parvenir à un règlement qui permettra à Belize d'avancer vers l'indépendance, avec son territoire intact.

387. Nous souhaitons une solution pacifique et honorable à ce problème. Nous sommes fermement convaincus qu'il est possible de trouver une solution conforme au principe de l'autodétermination sans entrave du peuple de Belize, par la voie des négociations. Quant à nous, nous continuerons de travailler à cette fin.

388. M. MANGAL (Afghanistan) [*interprétation de l'anglais*] : Dans la déclaration qu'a faite le Ministre des affaires étrangères du Guatemala, cet après-midi, il a été fait mention de l'Afghanistan à propos de la position du Guatemala concernant le paragraphe pertinent de la résolution 1514 (XV) et les amendements que ce pays y a apportés. Pour rétablir les faits correctement, je dois déclarer ce qui suit : après lecture du compte rendu de cette réunion historique, nous considérons que la mention du nom de l'Afghanistan dans le contexte évoqué dans la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Guatemala est liée à un aspect de procédure du débat.

389. M. MOLINA ORANTES (Guatemala) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation du Guatemala se voit dans l'obligation de répondre à ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni.

390. En premier lieu, il a mentionné le désir du pays qu'il représente de voir s'appliquer le principe de l'autodétermination en vue d'accorder l'indépendance au territoire de Belize, que le Guatemala, comme je l'ai expliqué dans mon intervention d'aujourd'hui, revendique depuis plus d'un siècle.

391. Il a dit que cette revendication était anachronique et qu'elle était dépourvue de fondement juridique. Le terme "anachronique" n'existe pas en langage juridique. Une revendication, qui a été maintenue sans interruption pendant plus d'un siècle, ne peut être qualifiée d'anachronique si elle est fondée sur des titres valables et des droits légitimes. En droit, on peut dire qu'avec le passage du temps, si une revendication n'est pas maintenue, elle devient caduque; mais on ne peut pas la qualifier, par simple caprice, d'anachronique parce qu'elle s'oppose à un principe tel que celui de l'autodétermination. Ce principe, d'ailleurs, comme je l'ai déjà dit, le Guatemala l'a toujours appuyé. Mais il l'a toujours fait avec la réserve expresse et catégorique que ce principe n'est pas applicable quand il porte atteinte, d'une façon ou d'une autre, à l'unité nationale ou à l'intégrité territoriale d'un pays. Or, c'est le cas pour la revendication du Guatemala.

392. Il est certain qu'il s'agit d'une question juridique complexe et qui découle de la Convention signée par le Guatemala et la Grande-Bretagne en 1859.

393. Comme l'a signalé le représentant du Royaume-Uni, son pays s'était alors engagé à construire une

route qui, il y a 100 ans, revêtait une importance vitale pour mon pays. L'offre qui nous est faite maintenant de respecter cet engagement est un peu tardive; c'est cela que l'on pourrait bien qualifier d'anachronique ! Nous n'exigeons pas maintenant la construction d'une voie qui a cessé d'avoir l'importance qu'elle avait il y a 100 ans. La position que défend le Guatemala c'est que, dans toute convention bilatérale, l'exécution des obligations, d'une des parties est liée à l'exécution des siennes par l'autre. Pour cette raison, mon pays estime caduque la Convention de 1859, du fait du défaut d'exécution par la Grande-Bretagne de ce qui constituait une compensation du Traité signé dans ces circonstances.

394. Dans tout traité, et cela les juristes le savent bien, existe une condition implicite selon laquelle si l'une des parties n'exécute pas ses obligations, l'autre partie se trouve dégagée de l'exécution des siennes. C'est cela qu'invoque le Guatemala pour considérer comme non valide le Traité de 1859.

395. La raison pour laquelle nous nous opposons à l'application du principe de l'autodétermination et de l'indépendance, c'est que le Guatemala, en entrant aux Nations Unies, y est entré comme un pays souverain, conformément aux conditions stipulées par la Charte elle-même et aux réserves toujours formulées par mon pays. C'est conformément à ces règles du jeu que mon pays est disposé à remplir ses obligations. Mais, parmi ces règles du jeu, comme je l'ai déjà dit, se trouve le fait que le principe de l'autodétermination ne peut pas mener à la cession par une partie de ce qu'elle considère comme étant son territoire national. C'est le cas du Guatemala.

396. Nous sommes venus essayer de trouver des formules de conciliation pour les intérêts en jeu. Comme je l'ai déjà dit, nous ne sommes pas insensibles à la présence à Belize d'une population dont le nombre va croissant. Ce n'est pas la population autochtone; c'est une population qui descend de courants migratoires mais, de toutes manières, méritent le respect. Nous avons précisément essayé de concilier notre différend territorial avec les intérêts de la population bélizienne. Mais nous ne voulons pas non plus que le droit du Guatemala soit complètement écarté, et c'est pourquoi nous avons réaffirmé aujourd'hui que nous maintenons cette revendication.

397. Dire que Belize souhaite l'indépendance, c'est là une affirmation que l'on peut faire suivre d'un grand point d'interrogation. Sans aucun doute, le parti qui est au pouvoir dans le gouvernement local de Belize a fait des déclarations dans ce sens. Mais nous avons tout lieu de supposer qu'il existe un autre secteur de la population qui ne partage pas ce point de vue. Il y a même un pourcentage de la population bélizienne, d'origine guatémaltèque, qui se sent indubitablement plus liée avec notre pays qu'avec le Royaume-Uni ou qui aspire à se rallier à un autre mouvement d'indépendance.

398. Nous sommes convaincus du fait que notre relation géopolitique, le fait d'appartenir à une seule unité géographique, nous oblige à user de toute notre imagination, de toute notre bonne volonté, pour trouver une formule d'entente pour deux peuples qui doivent vivre unis le reste de leur vie. C'est à cela qu'aspire le Guatemala : poursuivre le dialogue qui s'est toujours révélé fructueux, ici, aux Nations Unies; un

dialogue auquel nous participerons avec la meilleure bonne volonté, pleinement conscients des intérêts respectables qui sont en jeu. Car si les intérêts de la population bélizienne sont respectables, le sont aussi ceux de la République du Guatemala, qui depuis plus d'un siècle maintient cette contestation.

399. Concernant la mention qu'a faite le représentant du Royaume-Uni d'une déclaration adoptée par les pays non alignés, le Guatemala n'a malheureusement pas pu faire entendre sa voix à cette conférence des pays non alignés. Mon gouvernement est convaincu que s'il avait pu faire entendre là son point de vue, le rappel des fondements du droit qu'il ne manque pas de faire en toute instance, cette déclaration n'aurait pas été adoptée. Nous ne pouvons faire moins qu'avoir confiance dans le sens élevé de la justice des pays qui se trouvaient là. S'ils avaient connu non pas seulement le point de vue de l'une des parties, mais celui de la deuxième partie, certainement cette déclaration n'aurait pas été adoptée. Il est donc fort regrettable que la voix du Guatemala n'ait pu se faire entendre à Lima à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés.

400. Je remercie le représentant du Royaume-Uni pour ses dernières paroles qui montrent son désir — que nous partageons tous — de chercher une solution pacifique et honorable pour cette question qui a détérioré les relations entre le Guatemala et le Royaume-Uni et de faire, comme il l'a manifesté, de plus grands efforts à un stade ultérieur des négociations; il sait que nous ferons preuve au cours de ces négociations de toute notre bonne volonté, que nous ferons montre de toute notre patience, convaincus que nous sommes que c'est là la seule voie possible pour parvenir à une solution satisfaisante pour toutes les parties à ce différend.

La séance est levée à 20 h 20.

NOTES

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Séances plénières*, 947^e séance, par. 10.

² *Ibid.*, 946^e séance, par. 54.

³ *Ibid.*, 933^e séance, par. 171.

⁴ *Ibid.*, septième session, *Séances plénières*, 402^e séance, par. 94.

⁵ *Ibid.*, vingt-huitième session, *Supplément n° 30*, p. 25, point 41.

⁶ Manifeste sur l'Afrique australe. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes*, point 106 de l'ordre du jour, document A/7754.

⁷ Adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa neuvième session extraordinaire, tenue du 7 au 10 avril 1975.

⁸ Voir le document publié ultérieurement; intitulé *Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap.II, sect. A.

⁹ *Ibid.*, chap. I.

¹⁰ Convention du canal isthmique. Pour le texte, voir *Treaties and Other International Agreements of the United States of America, 1776-1949*, vol. 10. Department of State publication 8642 (Washington, D.C. Government Printing Office, 1972).

¹¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Séances plénières*, 1875^e séance, par. 114.

¹² *Ibid.*, par. 136.

¹³ *Ibid.*, par. 117 et 118.

¹⁴ *Ibid.*, vingt-huitième session, *Supplément n° 27*, annexe I.

¹⁵ A/10217 et Corr.1, annexe.

¹⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.A.7.